

Giovanni Arrighi.
Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise.
Editions Max Milo, traduit de l'anglais par Nicolas Vieillescazes.

Les continuateurs de Braudel : marxistes et pas français !

Adam Smith à Pékin, publié en anglais en 2007, est le dernier grand livre de Giovanni Arrighi, décédé en 2009, et dédié à André Gunder Frank, décédé en 2005. Avec Immanuel Wallerstein, ces chercheurs sont les principaux héritiers du grand historien français Fernand Braudel. Il y a là une double ironie du développement de la recherche et des idées en histoire.

Si Fernand Braudel a exposé et dévoilé beaucoup de processus économiques et sociaux fondamentaux, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'avait rien compris à Marx et qu'il tenait pour évident une sorte d'éternité du marché et de l'« économie de marché », ainsi que d'un « capitalisme » qui ne correspond pas à ce que Marx entend par mode de production capitaliste, mais qui peut être compris, grosso modo, comme recoupant en partie ce que recouvre le terme de « finance » (la sphère du crédit) complété par les échanges lointains inégaux. Mais ses disciples et héritiers dans le monde de la recherche anglo-saxonne ont, eux, suivi les pistes qu'il avait ouvertes en couplant fortement références et élaborations prises chez lui et chez Marx, au point qu'ils passent pour un courant « marxiste » de première importance.

D'autre part, cette postérité de Braudel est anglo-saxonne, ou, plus exactement, mondiale (Arrighi était italien et avait travaillé en Afrique noire), mais ayant pu exercer et faire connaître ses travaux dans les universités du monde anglo-saxon. La recherche et l'université franco-françaises ont ignoré ou assisté pour l'essentiel en spectatrices au déploiement de la postérité de celui qui est tenu comme le plus grand historien français du XX^e siècle. Rien de tout cela, au fond, n'est fortuit ...

Le pourquoi du titre.

Adam Smith à Pékin est un titre subtil et presque facétieux, car il peut tromper. Le lecteur risque en effet fort de se dire que voila un ouvrage qui se réfère à Adam Smith, le père du libéralisme économique, de la libre entreprise, du « laisser faire laisser passer » et du marché pensé comme une « main invisible » et quasi miraculeuse grâce à laquelle la meilleure allocation des ressources possibles et, tous comptes faits, le meilleur des mondes possible, résultent spontanément du libre jeu des égoïsmes individuels, et qui, ensuite, nous annonce que ce libéralisme d'Adam Smith s'épanouit à Pékin, en Chine « communiste », laquelle serait donc le nouveau grand terrain de déploiement de ce capitalisme libéral que d'aucuns traitent de « sauvage ». Or, tel n'est absolument pas le point de vue de l'auteur, qui nous invite à changer d'avis, sur Adam Smith, d'une part, sur la Chine surtout, d'autre part.

Le choix de ce titre est en fait, comme l'explique Arrighi, un clin d'œil à un autre ouvrage, *Marx à Détroit*, du principal théoricien de l'opéraïsme italien, Mario Tronti, dans les années 1960. En montrant que le rapport typiquement analysé par Marx entre travail et capital et la lutte des classes sous sa forme « vraiment marxiste » existait à Detroit (ou à Fiat Mirafiori), Mario Tronti faisait, selon Arrighi, une sorte de farce intellectuelle et politique aux « marxistes » auto-revendiqués des pays impérialistes qui, à l'époque, agissaient comme si la lutte des classes consistait dans les guerres de libération du « Sud », notamment celle du Vietnam, contre les États-Unis, alors que les écrits de l'auteur du *Capital*, d'ailleurs mal connus, trouvaient leur terrain d'application au cœur des mondes impérialistes. Arrighi veut suggérer aujourd'hui un déplacement selon lui analogue, en attirant notre attention sur le fait que les idées typiques d'un Adam Smith bien compris se réalisent cette fois-ci à Pékin.

Mieux comprendre Adam Smith.

Mais attention, il s'agit d'un Adam Smith bien compris. Il faut donc dépasser la présentation superficielle courante d'Adam Smith le libéral que j'ai exposée à l'instant -qui n'est pourtant pas fausse, ajouterais-je, mais insuffisante. Adam Smith est revendiqué comme leur père par certains néolibéraux et n'est pas lu par les « antilibéraux », malgré ce que Marx lui doit concernant le rôle du marché et de la division du travail, ainsi que la théorie de la valeur (pleine de contradictions, mais ce sont justement ces contradictions qui sont utilisées par Marx pour sa propre élaboration). Peu de monde a remarqué, ce que rappelle au passage Arrighi, cette conclusion surprenante, pour qui prend Adam Smith pour un simple apologiste du capitalisme libéral, du livre I de la *Richesse des nations*, son très grand livre qui paraît en 1776, l'année même de la révolution nord-américaine : il y explique que si l'intérêt des rentiers du sol et celui des salariés est par nature conforme à l'intérêt général de la société, car la hausse de la masse de richesses marchandes entraîne celle des rentes et des salaires, l'intérêt des capitalistes par contre est diamétralement opposé à cet intérêt général pourtant marchand, car l'augmentation des capitaux en circulation diminue le taux de leurs profits. Pire encore, l'oisiveté des rentiers et le labeur des salariés les empêchent de bien s'organiser pour faire valoir leur intérêt comme intérêt général, alors que les capitalistes s'y entendent comme pas deux pour tromper leur monde et faire croire que leurs petits intérêts à court terme incarnent le bien commun. C'est bien Adam Smith qui dit cela -Marx note ce passage dans ses manuscrits dits *Théorie sur la plus-value*, mais ne le commente pas.

Plus généralement, l'idéal d'Adam Smith, auteur en réalité antérieur à la révolution industrielle, n'est pas celui d'une société au marché dérégulé ou autorégulateur, mais d'une société dont le marché est bel et bien régulé, par cette fameuse « main invisible » sur laquelle on se méprend en la réduisant à celle du marché aveugle, car elle comporte aussi la culture et la morale commune ainsi que les conditions que doit créer le bon gouvernement (la *Richesse des nations* n'était pas pour Smith son œuvre principale, mais une sorte de complément à son livre maître, la *Théorie des sentiments moraux*, paru en 1756)(1).

Au livre III de la *Richesse des nations*, intitulé *De la marche différente des progrès de l'opulence chez différentes nations*, Smith expose comment l'extension du commerce favorise l'approfondissement de la division du travail. Ce livre est construit sur l'opposition entre ce qu'il appelle le « *cours naturel des progrès de l'opulence* » qui suit l'ordre suivant : agriculture et productions de produits bruts dans les campagnes, puis production urbaine des biens manufacturés, et finalement exportations et échanges lointains, d'une part, et d'autre part un *cours artificiel* opposé au cours naturel, dans lequel la ville brûle les étapes au moyen du commerce lointain, et se soumet le monde de la propriété foncière, le développement suivant ici l'ordre inverse de la « nature » : commerce au loin, puis manufacture, puis agriculture.

Il est très frappant que Smith établisse que l'essor économique des deux pays les plus avancés d'Europe en son temps, les Provinces-Unies des Pays-Bas et surtout l'Angleterre, suit la voie inverse de la voie naturelle, bien que la « disposition à échanger » soit bien chez lui un fait de nature et que le troc soit confondu par lui avec l'échange marchand. Ainsi, le « naturel » pour Smith est bien marchand, mais le développement capitaliste de l'Europe n'a pourtant pas suivi la direction indiquée par la nature, où le marché commence par organiser la vie rurale avant de passer à la sphère urbaine puis à la sphère mondiale. Donc capitalisme européen et développement marchand « naturel » ne sont pas exactement la même chose.

Que ces conclusions peuvent être tirées de l'œuvre de Smith est exact. Notons que si Marx n'a en général pas vu ou pas jugé utile de mentionner ces aspects « antilibéraux » ou « non libéraux » de Smith, ce n'est pas sur eux que porte sa critique. Elle porte sur la naturalisation par Smith du marché et du capital. Un aspect sur lequel Arrighi ne revient pas, et à la longue, on finit par se demander si ce n'est pas parce que lui-même partagerait ou refuserait de mettre en question ces prémisses là ...

(1) Pour reconsidérer l'œuvre de Smith dans son ensemble et éviter de répéter les bêtises habituelles, on lira avec profit Adam Smith et l'origine du libéralisme, de Michaël Biziou, Paris, PUF, 2003.

Où l'on passe d'Adam Smith à la Chine.

Quel est le pays type de ce développement naturel et équilibré ? C'est la Chine, reconnue par beaucoup d'auteurs des Lumières européennes du XVIII^e siècle (et Smith se rattache pour sa part aux Lumières écossaises) comme le pays le plus peuplé et le plus riche du monde et comme une sorte de modèle idéal du bon gouvernement, vrai terrain d'un despotisme véritablement éclairé. Smith, s'il s'inscrit dans le prolongement des auteurs des Lumières philo-chinois, comme Leibnitz, Quesnay ou Voltaire, est plus nuancé car il s'inquiète du peu d'ouverture commerciale et extérieure de la Chine, qui lui fait perdre des occasions de s'enrichir et de s'améliorer.

Le commentaire de Smith fait par Arrighi à la suite d'autres auteurs, est tout à fait exact en ce qui concerne le contenu réel des écrits d'Adam Smith (encore que celui-ci développe bien peu son supposé « modèle chinois » dans son livre III, et le nuance-t-il de remarques nombreuses sur la « stagnation » chinoise au livre I, et sur la faiblesse du commerce extérieur au livre IV, chapitre 9). Mais s'il permet des hypothèses intéressantes sur la perception de la Chine par Smith et par le XVIII^e siècle européen, on passe un peu vite de celles-ci à des jugements concernant la Chine elle-même : Arrighi voudrait que sa Chine à lui puisse être celle de Smith, idéal réalisé d'une « économie de marché » accomplie, régulée et bien gérée par une « main invisible » faite de la collaboration harmonieuse du marché, de la régulation gouvernementale et de l'éthique néo-confucéenne. Un marché dirigé, donc : ce pour quoi, précise-t-il, il a titré son livre *Adam Smith à Pékin*, et non pas Adam Smith à Shanghai, car le cœur de l'économie de marché « smithienne » et « naturelle » qu'était la Chine au XVIII^e siècle, et qu'elle est censée redevenir ou pouvoir redevenir aujourd'hui, n'est pas là où se trouve la bourse mais bien là où se trouve le pouvoir politique. Attention pourtant : ce n'est pas parce que Smith a vu dans la Chine l'exemple du développement « naturel » de la division du travail ... qu'avec Arrighi on doit se croire tenus de le croire !

Arrighi et l'accumulation du capital.

Si Arrighi est juste envers Smith, il l'est moins envers Marx. Il fait en effet un contresens courant sur la notion d'« accumulation primitive » du capital. Marx ne prétend pas qu'il y a eu une « accumulation primitive » de capital pour que démarre ensuite le capitalisme, il critique au contraire la notion même d'« accumulation primitive », une prétendue richesse initiale qui, atteignant une certaine quantité, permettrait à l'accumulation capitaliste de démarrer. Dans les versions moralisatrices et dénonciatrices du capitalisme, c'est une richesse indue, acquise par la prédation et l'esclavage, dans les versions apologétiques, c'est le fruit du travail, de l'épargne voire de l'« éthique » de ces Messieurs les capitalistes. Mais la section VIII du livre I du *Capital* n'est pas titrée « L'accumulation primitive » -comme dans ses éditions françaises ... - mais bien « La soi-disant accumulation primitive » (*Die sogenannte ursprüngliche Akkumulation*). Le problème de Marx n'était pas d'établir à partir de quelle quantité de « trésor » amassé on peut faire du capitalisme, car cette possibilité même suppose les rapports sociaux de production capitalistes déjà en place, mais bien de comprendre comment sont advenus ces rapports sociaux, c'est-à-dire comment, dans un triple mouvement, le rapport salarial a été imposé à la masse des producteurs directs, rendus à la fois libres et pauvres au point de devoir librement vendre leur force de travail pour vivre, comment cela a été effectué par leur expropriation et leur privation envers tout accès direct aux facteurs de production à commencer par la terre (rapport foncier) et comment il en a résulté la généralisation et le plein développement du rapport marchand. Le rôle de la force, de la violence, de l'État, est ici

décisif. Il s'agit de luttes de classes, des luttes vivantes dont le résultat n'était pas donné à l'avance. Les facteurs externes -le commerce lointain- y interviennent comme l'un des éléments en jeu, mais dans le cadre du développement de contradictions *internes* aux rapports sociaux antérieurs au capitalisme.

Ce type de problématique est totalement étranger à la démarche de Giovanni Arrighi chez qui le capital est un développement pour ainsi dire autonome qui provient du marché, ce en quoi il est braudélien mais certainement pas marxien. C'est probablement pour cela qu'il y a chez lui un contresens sur le caractère de la *soi-disant* accumulation primitive du capital chez Marx, Arrighi croyant que Marx croit à l'accumulation primitive. C'est que cette notion d'accumulation primitive laisse croire que l'échange marchand modifie par lui-même la production et la division du travail, les rapports sociaux à la façon d'un *deus ex machina* qui favorise l'extension concomitante de la sphère des échanges et l'intensification de leur ampleur et de la division sociale du travail -ce qui s'appelle ici la croissance « smithienne »- et qui favorise aussi les innovations technologiques, scientifiques et organisationnelles dans les domaines de la production et des institutions -ce qui s'appelle ici croissance « schumpétérienne » par innovations.

Dans ces limites, une fois exclue la question des rapports sociaux de production et de la lutte des classes du champ de l'analyse, Arrighi propose pour raconter l'histoire du capital une formule saisissante, qui peut se recommander de Marx : celle d'une *accumulation sans fin du capital et du pouvoir* (titre du chapitre III d'Arrighi).

Sans fin veut dire à la fois : sans limite, et : sans *finalité* autre que sa perpétuelle auto-répétition amplifiée.

Caractériser le capitalisme d'accumulation *sans fin* renvoie, bien qu'Arrighi ne le dise pas, à une critique très ancienne de l'accroissement de la richesse sous forme de profit monétaire, celle de la chrématistique dans Aristote (Aristote, *Politiques*, livre I, chapitre 9 et livre VII, chapitre 6), critique morale et sociale qui dénonce le danger mortel pour la cité et pour la vie bonne d'une accumulation de signes de richesse qui deviendrait à elle-même sa propre fin. Ceci peut tout à fait se recommander de Marx, bien entendu de ses écrits à résonance morale comme les *Manuscrits de 1844*, mais aussi de ses travaux économiques de type scientifique. En effet, le livre II du *Capital*, précisément celui qui considère le capital dans sa circulation et son auto-reproduction proliférant en faisant abstraction de ce qui se passe dans la sphère fondamentale, celle de la production, donc en faisant abstraction de l'exploitation et du rapport salarial, décrit le capital comme un mouvement cyclique d'accroissement n'ayant par lui-même aucune « fin » au sens précisé ci-dessus, et considère comme la différence spécifique du capital, indépendamment du rapport social d'exploitation de classe sur lequel il repose considéré en lui-même, cette logique aveugle d'accumulation sans fin.

Pendant le livre II du *Capital* n'est qu'un moment dans l'exposition du processus d'ensemble dont le fondement, le *Gründ*, est l'exploitation du travail salarié sous la forme de l'échange « libre » de force de travail contre du salaire (capital variable), qui produit le capital. S'il n'était pas fondé au niveau de la production et donc de la reproduction sociale globale, l'accroissement sans fin du capital n'aurait pas commencé par bouleverser la production elle-même et toute la vie pour menacer de destruction « la terre et le travailleur » et il se réduirait dans le pire des cas à un simple parasitisme, ou ne serait qu'une chrématistique certes nocive, mais circonscrite, ne s'identifiant pas à toute l'activité humaine.

La formule « accroissement sans fin du capital et du pouvoir » désigne donc bien un processus historique réel, mais, précisément, sa réalité repose sur des rapports sociaux de production et n'est pas suspendue hors de ceux-ci, comme une sorte de propension innée de l'espèce humaine à accumuler, qu'on la perçoive de manière positive avec les libéraux ou de manière péjorative ou culpabilisante avec bien des religieux et des doctrines écologistes ou décroissancistes.

D'autre part, elle met l'accent à juste titre sur le fait que cet accroissement est à la fois celui du capital comme valeur en procès, et celui du pouvoir, lequel est ici le pouvoir d'État, accompagnant le capital et sans lequel celui-ci ne connaîtrait pas un début de développement, bien qu'il le dépasse et le stimule et le perturbe en retour.

Le grand récit à la Braudel et les apports de Gunder Frank et Wallerstein.

Arrighi a raconté, dans toute son œuvre, l'histoire de cette « accumulation sans fin du capital et du pouvoir ».

Il s'agit de l'essor de centres marchands et financiers, qui commencent à accumuler, et qui perdent le leadership au profit d'un autre centre, plus gros, et ainsi de suite d'un centre à l'autre toujours plus gros.

Au passage il propose, d'après David Harvey, d'appeler ces centres des « *fix* », lieux géographiques où le capital modèle l'espace et prend la forme d'infrastructures (foncières, immobilières, agricoles, industrielles, logistiques, tertiaires, symboliques) par lesquelles cet espace devient un territoire par et pour le capital (1). D'un centre ou d'un « *fix* » à un autre, il déroule un véritable « grand récit » archétypal, qui vient de Braudel, récit type qu'il est nécessaire de connaître fut-ce pour l'englober dans une approche plus vaste.

C'est le récit d'une accumulation qui remonte aux alentours de l'an Mil (je laisse de côté ici la question, passionnante, de ses origines). Notons cette date : elle nous indique que la dite accumulation commence alors qu'il n'y a pas de mode de production capitaliste, qu'il n'y a pas de rapports sociaux capitalistes reposant sur le salariat. L'existence ou non du salariat devient en fait ici un problème tout à fait secondaire. Le capital suivi à la piste, qu'on l'appelle capital marchand ou bientôt capital financier, c'est le « capitalisme » de Braudel qui s'élevait au dessus de l'« économie de marché ». La lettre de change précède chronologiquement la généralisation du salariat dans quelque pays que ce soit, qu'on date celle-ci des enclosures anglaises ou de la révolution industrielle. Expliquer ces formes financières par les rapports sociaux de production seigneuriaux ou « féodaux » n'intéresse pas plus le « grand récit » des maîtres commerçants et des marchands-banquiers qu'expliquer la prégnance ou non du rapport salarial dans la société.

Ce grand récit a été, dit Arrighi, aperçu par Marx, ce qu'atteste cette citation de la même section du livre I du *Capital* sur la prétendue « accumulation primitive » :

« Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables [Braudel a montré qu'Anvers et Gènes ont été en fait les maillons intermédiaires, VP]. A son tour, la Hollande déchu vers la fin du XVIII^e siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des Etats-Unis. »

Mais, ce qui est exact, Marx voulant parfois (souvent) à tort faire abstraction de l'Etat dans le *Capital*, il ne développe pas au plan théorique ni historique cette découverte d'une accumulation cumulative par transfert de dette publique, maillon clef hier et aujourd'hui de la combinaison et de la marche la main dans la main du pouvoir étatique et du capital.

De celle-ci, le premier grand récit archétypal est donné par Fernand Braudel dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (1979) : c'est un système marchand qui naît de la polarité des Flandres et de l'Italie aux X^e-XII^e siècles, puis s'organise comme système financier avec l'Italie pour centre par les lettres de change autour des foires de Champagne. Notons que dans son récit, Braudel fait l'impasse sur l'explosion de la bulle financière florentine en 1343, crise de ce premier grand système, conséquence et facteur aggravant de la crise du mode de production seigneurial européen. La première véritable « économie monde »

arrive ensuite, elle est organisée autour de Venise. Le centre passera ensuite à Anvers puis à Gènes. Braudel a particulièrement bien décrit les rapports parasites et en même temps très modernes de la finance génoise et de l'empire mondial ibérique et les modalités de leur parasitage victorieux par les Hollandais, avec les marranes portugais comme intermédiaires. Le centrage suivant va donc se faire sur Amsterdam, définitivement victorieuse de Gènes et de l'Espagne lors des traités de Westphalie, en 1648. Puis il y aura transfert d'Amsterdam à Londres, qui prendra son temps et dont Braudel établit l'opération tardive, en trois crises, 1763, 1772 et les années 1780, la crise clef étant celle de 1772 : la suprématie du nouveau centre s'affirme quand le fait qu'il « éternue » enrhumé tous les autres, ainsi qu'on le dira de Wall Street à New York en 1929. Car telle est la suite, bien sûr : préparé *circa* 1900, le grand transfert de la City de Londres à Wall Street s'opère pendant et par la catastrophe du XX^e siècle, 1914-1945 ...

Braudel est très clair sur le côté anhistorique de ce récit historique : l'impérialisme financier est présent dès le Moyen Age et n'a pas vraiment changé depuis, Hobson et Lénine à cet égard n'ont fait que prendre pour un trait original de leur temps un fait vieux de mille ans -au moins- et le fait que ce développement se nourrisse au passage de l'esclavage dans les plantations coloniales, puis de la révolution industrielle, qu'il change toute la face du monde, tout cela n'est finalement pas envisagé comme une modification des rapports sociaux fondamentaux, ni comme pouvant avoir des causes dans ce qui se passe au « rez-de-chaussée », dans la lutte de ceux d'en bas et les contradictions matérielles de la vie, structurée en trois étages -la « vie quotidienne », le « marché » et le « capitalisme »- quasiment de toute éternité.

Le grand récit à la Braudel a été perfectionné par Immanuel Wallerstein et André Gunder Frank, et Giovanni Arrighi prend appui sur ces perfectionnements. Chez Wallerstein sont précisées les notions de « système monde » et d'« économie monde », qui englobent les territoires compris dans ces sphères successives de domination allant s'élargissant, mais en insistant sur leurs inégalités et leurs fonctions différentes (2), ce que l'on retrouve dans la notion de « *développement du sous-développement* » introduite par Gunder Frank dans la phase « tiers-mondiste » de ses travaux, ré-élaborée ensuite dans le cadre plus vaste d'une histoire des « systèmes mondes » pluriséculaire voire plurimillénaire (3).

Par contre, un autre aspect des travaux de Wallerstein est laissé de côté par Arrighi (4) : c'est son insistance à dire que le capitalisme comme mode de production apparaît au XV^e siècle après un quadruple effondrement -de la seigneurie, de l'État monarchique ou princier, de l'Eglise catholique, et de l'empire mongol comme espace marchand eurasiatique- au XIV^e siècle, et qu'il est le mode, anormal et désespéré, de résistance des rapports sociaux jusque là « féodaux » d'exploitation menacés d'effondrement contre l'émergence possible d'une sorte de démocratie paysanne. Cette thèse de Wallerstein sur l'émergence du capitalisme, d'un côté se veut « globale » et entend expliquer celle-ci comme un phénomène global, dont les « systèmes monde » marchands, financiers, militaires et esclavagistes sont les expressions et les médiations. D'un autre côté, elle s'oppose aux explications qui ne se centrent pas sur le capital marchand et le commerce extérieur, mais sur les contradictions économiques et politiques internes (Robert Brenner, Ellen Meiskins-Wood (5)). Mais son ajustement avec la conception linéaire de la croissance cumulative passant d'un « système monde » à un autre pose des problèmes. En fait, Wallerstein se situe sur deux versants à la fois, système monde et lutte de classe « interne », ce qui en fait l'intérêt, tout en ne « choisissant » pas de quel côté pencher. La représentation, par le moyen de catégories historico-théoriques, par laquelle Arrighi schématise et systématise le procès d'accumulation ne se tient, elle, que sur un seul versant, celui de la circulation marchande et de l'accumulation financière, « oubliant » celui de la production -et de la lutte vivante des classes sociales.

(1) David Harvey, *Space of Capital : toward a Critical Geography*, New York, Routledge, 2001.

(2) Voir par exemple Immanuel Wallerstein, *Capitalisme et économie-monde*, Paris, Flammarion,

1980.

(3) Voir André Gunder Frank, Le développement du sous-développement. Amérique latine, Paris, Maspéro, 1970, pour le début de ses travaux, et pour leur développement ultérieur, ReOrient : Global Economy in the Asian Age, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1998.

(4) Voir par exemple Immanuel Wallerstein, Le capitalisme historique, Paris, La Découverte, 1983, rééd. 2002.

(5) Robert Brenner, Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe, revue *Past and Present* n°70, 1976 ; The Brenner Debate : Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; Robert Brenner, : Merchants and revolution : commercial change, political conflict, and London's overseas traders, 1550-1653, Princeton, Princeton University Press, 1993 ; Ellen Meiskins Wood : L'origine du capitalisme, une étude approfondie, Québec, Lux éd., 2009.

Les catégories historico-théoriques d'Arrighi pour décrire le grand récit à la Braudel.

Ces catégories historico-théoriques consistent en une typologie de périodes historiques de l'accumulation du capital et du pouvoir. Elles sont bien exposées aux chapitres IV à VI d'Adam Smith à Pékin qui reprennent le chant du « grand récit ».

D'abord, des stratégies « capitalistes » de pouvoir, où l'accumulation du pouvoir s'identifie à celle de la fortune monétaire, peuvent prévaloir à condition de disposer d'une marge de manœuvre donnée par un système d'États rivaux avec des brèches mouvantes entre eux, États porteurs quant à eux des stratégies « territorialistes » de pouvoir, étant entendu que les deux stratégies vont dans ce cadre peu ou prou se contaminer l'une l'autre. Ceci commence avec Venise dans l'Europe du XV^e siècle.

Mais c'est ensuite, avec Gènes, que se développe pleinement le processus, lequel peut alors être analysé comme un cycle avec une phase montante et une phase descendante.

Le cycle complet est appelé *cycle systémique d'accumulation*. Dans sa phase montante, il s'agit de montée et de concentration de la richesse matérielle, sous forme de marchandises, y compris des facteurs de production (force de travail et ressources naturelles). Dans sa phase descendante, il s'agit d'accumulation sous forme surtout financière, le centre entretenant sa domination par des mécanismes monétaires et étatiques, allant jusqu'à une accumulation par dépossession (parasitisme).

Pour décrire ces deux phases, Arrighi utilise la formule par laquelle Marx, dans la seconde section du livre I du *Capital*, présente le mouvement du capital : A-M-A', A signifiant l'argent, M les marchandises et A' l'argent augmenté ou argent plus une plus-value. Les phases ascendantes mettent l'accent sur le premier moment, A-M, explique Arrighi, ce sont donc des époques d'accumulation de marchandises, donc de richesses matérielles. Les phases descendantes mettent l'accent sur le second moment M-A', donc sur l'accumulation d'argent, et tendant à la limite (accumulation purement financière) à se résoudre dans A-A'.

Cette utilisation des formules de Marx est assez trompeuse, car elle sort la formule générale du capital du contexte dans lequel Marx l'introduit : en opposition avec M-A-M, formule de la circulation marchande sans accumulation capitaliste, où l'appropriation de marchandises concrètes, de biens, est la finalité de l'échange. Le problème que pose à Marx A-M-A', plus exactement le problème qu'il a voulu exposer par cette formule, c'est la supériorité quantitative de A' sur A, la plus-value, et l'élucidation de ce problème est l'exploitation de la force de travail instituée en marchandise par le rapport social salarial capitaliste.

Par conséquent la formule complète du mouvement du capital, présentée et analysée au livre II du *Capital*, n'est pas A-M-A', mais A-M ...P...M'-A' (ou P est la production et M' la quantité plus grande de marchandises qui en est issue, qu'il reste à vendre pour que le capital retrouve sa forme originelle augmentée A'), et ce mouvement se présente différemment, et de façon contradictoire, selon qu'on le considère et que l'on prend pour point de départ le capital comme argent (A), comme marchandise (M) ou comme capital productif (P).

Ses contradictions sont mises à jour dans l'isolement de tel ou tel moment du cycle -lorsqu'il s'immobilise sur A-M par exemple, loin d'être dans la fraîche et joyeuse accumulation

de marchandises « à la Braudel » avec comptoirs, stocks, étalages et conteneurs pleins à raz-bord, on est dans la surproduction relative, la mévente et la crise, car l'isolement de tel ou tel moment signifie l'arrêt du cycle.

Dire que les périodes historiques de longs cycles d'accumulation traduisent la formule générale du capital selon Marx revient soit, au mieux à un jeu de l'esprit, au pire à un numéro de prestidigitation. En oblitérant le caractère de mode *de production* et non pas d'échange en soi qu'est le capitalisme pour Marx, en occultant le fait que le capital est un *rapport social d'exploitation*, Arrighi tend à une interprétation de ses phases ascendantes et descendantes dans laquelle tout serait bel et bon en phase montante, le but étant l'échange, la « bonne » mondialisation et la richesse sous forme de biens concrets, le mauvais passant dans la seconde phase, celle de la méchante finance. Ainsi le problème de révolutionner le *rapport social capitaliste* se transforme-t-il dans celui-ci : réguler et contenir la finance.

Ces remarques ne signifient pas que les périodes montantes et descendantes ou plafonnantes des cycles longs d'accumulation centrés sur des pôles successifs ne soient pas une bonne description des phénomènes marchands et monétaires puis capitalistes dans la durée et dans l'espace mondial. Mais elles montrent que cette description n'épuise pas la question.

Arrighi emploie une autre expression importante, celle de *crise capitale d'hégémonie*, d'une manière un peu flottante car il y a en fait chez lui deux sortes de telles crises.

La crise au centre et dans le rapport entre le centre et les périphéries et semi-périphéries se produit, en effet, lors du passage de la première phase, matérielle et marchande, à la seconde phase, financière et prédatrice, du cycle global d'accumulation.

Mais elle se produit aussi lors du passage d'un cycle à un autre, préparé par la seconde phase, durant laquelle l'accumulation par dépossession fait des victimes et des mécontents, sapant tant l'efficacité économique et sociale du centre que sa légitimité politique et militaire, jusqu'à son effondrement et son remplacement, qui ne coïncident pas nécessairement. Le terme plus approprié pour désigner ce type là de crise serait celui de *crise de transition hégémonique*.

Arrighi introduit enfin, dans cette typologie des périodes historiques, une notion plus précise et ponctuelle, celle des *belles époques* (ou « automnes », on pourrait encore dire des « étés indiens » ...), à savoir les moments terminaux des phases descendantes des cycles systémiques, où le centre se méprend totalement sur la réalité de ses rapports avec le monde et jouit le mieux de sa domination en prenant celle-ci pour une croissance renouvelée, ce dont la « belle époque » revêt bel et bien certains aspects.

Cette catégorie est introduite par Arrighi par deux exemples et au moyen de leur rapprochement : le prototype est la « belle époque » édouardienne, où le Royaume-Uni entre 1896 et 1914 se prend toujours pour le centre du monde alors que les fondations de sa domination sont sapées, et la réplique permettant comparaison et généralisation de la catégorie est la reprise étatsunienne des années 1990, fulgurante en apparence, et amplifiée idéologiquement par la « victoire sur le communisme », mais qui préparait le grand affaissement des années 2000.

Les limites des catégories d'Arrighi en tant qu'explications.

La catégorie principale ici est celle des cycles systémiques d'accumulation avec leurs deux phases, ascendantes et descendantes.

Le principal problème méthodologique qu'elle pose, et que posent aussi les catégories secondaires qui l'accompagnent, crises capitales d'hégémonie et belles époques, est qu'il s'agit de notions descriptives, comme le sont en général les observations de cycles, qui donnent la forme générale d'un phénomène mais n'en donnent pas les moteurs explicatifs, à moins de penser avec les libéraux et, en l'occurrence, avec le brave Adam Smith en personne que c'est un fait de nature que « *chaque homme subsiste d'échanges ou devient une espèce de*

marchand, et la société elle-même est proprement une société commerçante. » (*Richesse des nations*, livre I, chapitre 3).

Si les cycles systémiques ne peuvent pas s'expliquer ainsi, alors il y a un *Gründ*, un fondement, dans la production -dans les rapports sociaux de production, et les passages d'un cycle à un autre ne résultent pas d'un croît naturel du capital qui, se trouvant au bout d'un certain temps dans un « contenant institutionnel » trop étroit, éprouve le besoin de changer de récipient tel un poisson ayant trop grossi dans son bocal, mais résulte des luttes sociales réelles, dont les résultats n'ont rien de prédéterminé.

Utiles pour décrire les faits, raconter l'histoire et préciser les épisodes du grand récit à la Braudel, les catégories d'Arrighi montrent leur faiblesse particulièrement lorsqu'il s'agit d'expliquer, et pas seulement de décrire, les crises capitales d'hégémonie et les transitions hégémoniques -en somme, bien souvent, ces faits désignés comme crises et comme révolutions.

La difficulté à accumuler, contournée par la finance et le parasitisme le temps que ces nouveaux biais finissent par aggraver le mal qu'ils avaient d'abord paru calmer, est expliquée par lui de manière « smithienne » : la profitabilité du capital diminue quand augmente la masse de capitaux en circulation et que de nouveaux concurrents entrent dans la danse sans que les anciens se retirent.

C'est là l'explication à la Adam Smith de la baisse tendancielle du taux de profit, qui fonde les remarques du « père de l'économie politique » évoquées plus haut sur le rapport entre l'intérêt des propriétaires fonciers, des capitalistes et des salariés avec l'intérêt général. Résultat d'observations judicieuses, elle situe la cause des difficultés dans la circulation des capitaux et donc dans la concurrence -on la retrouve dans une notion mise en avant par Robert Brenner à propos des causes de la crise des années 1970, celle de « concurrence ruineuse » (1).

Cette explication est descriptive, et donc n'est pas une explication, dans la mesure où elle ne remonte pas aux contradictions qui concernent la valorisation du capital dans le processus de production, remontée qui a été entreprise par Marx -et il fut à peu près le seul- dans ses manuscrits publiés par la suite comme chapitre 3 du livre III du *Capital*, sur la baisse tendancielle du taux général de profit, façon propre au mode de production capitaliste de réagir à la hausse de la productivité du travail. Cette notion n'est pas fondée sur la sphère marchande et encore moins financière, mais sur celle de la production et de la reproduction sociales. C'est une contradiction du capital lui-même, comme rapport social d'exploitation poussant au développement sans limite de la productivité du travail et donc à l'anéantissement de la valeur, tout en ayant pour seule visée l'augmentation sans limite de cette même valeur. C'est donc une contradiction essentielle, non surmontable, du capital -c'est son essence.

Ce dernier aspect doit à son tour être précisé ainsi : une contradiction non surmontable par un rapport de production qui l'engendre, sauf à ce que ce rapport soit renversé et remplacé par un autre, n'est pas une contradiction qui, de façon linéaire, frappe sans arrêt à la porte en tapant toujours plus fort, mais qui revient de manière cyclique en passant, d'un cycle à un autre, à un degré supérieur. Son caractère cyclique est une conséquence du caractère essentiel du capital comme contradiction, qui consiste dans la lutte des classes. Ainsi la nature cyclique du phénomène est-elle une manifestation de son essence et non une « loi » extérieure.

Les cycles d'Arrighi, eux, résultent d'une observation historique judicieuse, mais ils ne sont pas articulés aux fluctuations du taux de profit, lesquelles plongent dans la réalité basique et contradictoire des rapports de production. Cette absence d'articulation illustre la faiblesse explicative (et donc prédictive) de la méthode d'Arrighi. Car si l'on tente une telle articulation, on constate notamment une tendance au raccourcissement des cycles systémiques que montre la comparaison de ces cycles successifs et, à partir du XIX^e siècle, une coïncidence non fortuite entre les cycles d'Arrighi et les cycles dits « Kondratiev » entendus comme des cycles du taux de profit, dont les phases ascendantes voient l'extension de surprofits technologiques, et les phases descendantes la généralisation de ces innovations qui n'en sont alors plus, et qui font baisser le taux général de profit (2). A la fin du XX^e siècle les cycles

s'accélérent, processus concret qui demanderait à être analysé comme aggravation des contradictions essentielles du capital, parvenant à un stade de plus en plus critique.

Les cycles « Kondratiev » ne sont vraiment identifiables qu'à partir des prodromes de la révolution industrielle, ce qui indique qu'ils sont fondés dans les rapports de production. Le caractère secondaire des rapports de production dans la démarche d'Arrighi, fidèle en cela à Braudel, lui évite d'avoir à examiner l'articulation de ces différents types de cycles, car cela renverrait aux rapports sociaux entre classes et non au seul système monde global qui ne fait que les exprimer globalement. L'histoire des transferts des « centres du système monde » redeviendrait alors de l'histoire et pas seulement de la géographie, en devenant l'histoire de la genèse, du développement et de la crise du mode de production capitaliste -et de l'humanité qui l'a engendré.

(1) Robert Brenner, *Economics of Global Turbulence*, *New Left Review*, n°229, 1998.

(2) Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, vol. 1, Paris, U.G.E., 1976.

Le récit des cycles : Gènes, Hollande, Royaume-Uni, Etats-Unis. Chine ?

La superposition des catégories d'Arrighi au grand récit de l'accumulation sans fin du capital et du pouvoir, en prenant pour point de départ le cycle génois, donne ceci -une schématisation que ne présente pas strictement ainsi Arrighi, mais que l'on peut reconstituer.

Le cycle d'accumulation ibérico-génois voit sa phase ascendante aller de 1557 à la fin du XVI^e siècle, se tourne en phase financière descendante à peu près au moment où Amsterdam s'affirme, et lui cède la place en 1648, après une crise d'hégémonie terrible (la guerre de Trente Ans, catastrophe européenne qui ne sera pas surpassée avant celle du XX^e siècle), dans laquelle il n'y a pas de « belle époque » identifiable, à moins de tenir pour telle certains aspects de la « grandesse » ibérique et de la culture baroque.

Le cycle d'accumulation hollandais commence très fort après 1648 mais l'hégémonie hollandaise est mortellement menacée par l'absolutisme français et ne se sauve qu'en amorçant le transfert vers Londres, bien que tel ne fut pas son intention (« Glorious revolution » en 1689 ou Guillaume d'Orange devient roi d'Angleterre, fondation de la Banque d'Angleterre en 1694). La phase financière de la Hollande serait donc particulièrement longue puisque le transfert et le nouveau centrage n'est opéré qu'en 1772. Autrement dit la « belle époque » hollandaise serait, à l'inverse de celle de Gènes, particulièrement prolongée. Je ne développe pas ce point ici, mais disons simplement que l'analyse des faits historiques peut tout à fait le confirmer.

Le cycle d'accumulation britannique commence après la perte des Etats-Unis par le Royaume-Uni, et s'affirme avec les guerres contre la France révolutionnaire puis napoléonienne, moment de la révolution industrielle. Moment décisif où le mode de production devient capitaliste et le capital mode de production, par une subordination réelle qui métamorphose le processus du travail productif -mais cet aspect est absent ou secondaire dans la perspective du grand récit à la Braudel. Cette phase ascendante dure, avec des cycles intermédiaires plus nombreux et plus prononcés, jusqu'au tournant des années 1871-1873 : l'acceptation de la formation du second Reich allemand, la crise financière de 1873 et la dépression durable qui s'ensuit, le passage au système mondial de l'étalon or, formeraient donc une première crise capitale d'hégémonie, suivie d'une longue phase de domination sans hégémonie, comprenant la dépression des années 1873-1896 et la belle époque des années 1896-1914. Le passage d'un centre à un autre va alors prendre une forme catastrophique.

Les États-Unis, nouveau centre, ont fini d'en réunir les conditions juste avant 1914 (ils se dotent définitivement d'une banque centrale en 1913 seulement, et le canal de Panama est percé en 1914), le deviennent dans les faits pendant la guerre par l'inversion des rapports d'endettement qu'elle provoque, mettent longtemps à assumer leur nouveau rôle, qui explose pourtant à la face du monde en 1929, et n'y arrivent que de façon militaire en 1941-1945.

Passé cette phase catastrophique de transition hégémonique, c'est dans le cadre d'un système de partage et d'entente conflictuelle avec le bloc soviétique que se déploient les « trente Glorieuses », première phase, productive et marchande, d'accumulation centrée sur les États-Unis. La crise d'hégémonie faisant transition entre les deux phases du cycle systémique tourne autour de l'année 1968 et de la récession de 1973-1975 (j'y mettrai au centre la crise conjointe des régimes de « l'Est » et de « l'Ouest » affirmée par la grève générale française et le Printemps de Prague en 68 ; Arrighi met au centre la défaite étasunienne au Vietnam). Le passage à l'accumulation financière correspond donc au tournant néolibéral de la fin des années 1970 et des années 1980 et débouche sur une « belle époque » trompeuse dans les années qui suivent la fin de l'URSS, prélude à l'entrée dans une crise majeure à partir de 2001-2003 (nous allons y revenir).

D'un cycle systémique à un autre, la dimension du centre change radicalement.

Gènes était plus une diaspora financière, étayée sur la monarchie castillane, qu'un État -la cité génoise par elle-même n'avait rien de puissant.

La Hollande est par contre un État, en mesure de se défendre et de protéger son accumulation : ses coûts de protection ne sont pas assumés par un empire distinct d'elle, et d'ailleurs elle commence à se tailler son propre empire.

Si la Hollande n'était pas encore un État-nation, le Royaume-Uni est déjà plus : d'une part par son caractère composite (Angleterre et Écosse forment avec le Pays de Galles le Royaume-Uni en 1707), d'autre part par son empire colonial qui devient au XVIII^e siècle le plus important du monde, dans lequel l'exploitation de l'Inde à partir de 1760 lui permet de se débarrasser de sa dette envers Amsterdam.

Mais avec les États-Unis, le centre devient lui-même un monde, un continent, avec des rapports coloniaux et esclavagistes ayant structuré son propre développement, sur son propre territoire interne. Par leur double façade atlantique new-yorkaise, et pacifique californienne, articulées par la maîtrise de l'espace intérieur et par le canal de Panama, ils s'imposent comme le pivot du monde.

On est alors, même par une démarche abstraite de l'imagination, inévitablement conduit à se demander quel sera, ou quel pourrait être, le prochain centre, si celui-ci doit opérer par rapport aux États-Unis le même type de saut qualitatif en tant que *fix* géographique que ces derniers avaient opéré par rapport au Royaume-Uni, celui-ci par rapport à la Hollande et celle-ci envers Gènes.

Giovanni Arrighi lui-même avait envisagé dès les années 1980 qu'une certaine logique des polarisations financières successives et des glissements géographiques semblait conduire à l'Asie, qui se présentait alors sous le visage de Tokyo et du Japon. Depuis, le Japon a été plongé dans la longue crise immobilière des années 1990 et les États-Unis durant ces mêmes années les ont rattrapés et dépassés sur le terrain des technologies informatiques et autres. De plus le Japon semblait un peu petit, plutôt analogue à la Grande-Bretagne, et ne pas répondre à l'exigence supposée du bond dimensionnel requis pour être un nouveau cœur de système monde.

Maintenant, se présente la Chine.

Sa dimension continentale et surtout le caractère mastodontesque de sa population semblent répondre, formellement, aux exigences de la poursuite d'un développement linéaire de l'accroissement sans fin du pouvoir et du capital ...

Le moment actuel du grand récit.

La force principale de l'argumentation d'Arrighi tient à la description, non de l'ascension chinoise, mais du déclin étasunien. Les catégories de phase d'accumulation systémique à dominante financière et prédatrice et de « belle époque » trompeuse et illusoire comme chant du cygne de ces phases descendantes, collent remarquablement bien au spectacle donné par

les États-Unis sous les présidences de M.M. Bush senior, Clinton et Bush junior.

La fausse reprise (« belle époque ») des années 1990 débouche sur la crise « asiatique » (1997-1998) puis sur la crise « de la net économie » (2000-2001). Les attentats du 11 septembre 2001 permettent à la nouvelle administration Bush de prendre les devants, pour contrer le déclin, et d'affirmer la puissance étasunienne par la force. C'est l'« initiative pour un nouveau siècle américain » ou « guerre sans fin contre le terrorisme », avec les invasions de l'Afghanistan en 2001 puis de l'Irak en 2003, et un déploiement militaire mondial sans précédent. Clairement, il s'agit pour les États-Unis de maintenir et rétablir leur hégémonie par la force, avec le quadrillage géopolitique de l'Eurasie centrale et des ressources pétrolières. L'immense dissymétrie de puissance militaire entre les États-Unis et toute autre puissance pouvant éventuellement aspirer à les « remplacer » est justement un trait qui distingue l'éventuelle crise de transition hégémonique qui approchait et qu'il s'agissait de conjurer, de toutes les précédentes.

Mais justement : le fiasco sanglant de l'occupation de l'Irak et la paralysie militaire des États-Unis, montrant au monde que cette immense supériorité s'avère inefficace et impuissante, a cristallisé un retournement qui, au fond, signifie que les rapports de force profonds -le déclin de la profitabilité du capital étasunien- ne peuvent pas durablement, et même ne peuvent plus durablement du tout, être falsifiés par l'emploi de la force et la surenchère impériale, qui aboutissent au résultat inverse du but recherché. Aussi l'effondrement sans phrase de la domination étasunienne, littéralement rongée de toute part, est-il à la mesure de ce qu'avait été l'ampleur des déclamations et des déclarations violentes et vengeresses de leurs dirigeants.

En fait, pendant que les gesticulations de l'administration Bush occupaient le devant de la scène et amusaient la galerie, en profondeur le mécanisme de transfert de la dette publique d'un centre hégémonique à un autre est très avancé.

Il s'agit là bien sûr des déficits de la balance commerciale US avec l'Asie et de l'accumulation des bons du trésor US à Pékin et Tokyo, notamment. La Chine devenant le principal producteur capitaliste industriel du monde, accumulant des réserves de change en dollar, et voyant les États-Unis rongés par le coût, notamment moral et politique, de leurs interventions extérieures et par une crise sociale intérieure montante, n'a pas besoin de prendre d'initiative mais a plutôt intérêt à se faire la gardienne d'un statu quo illusoire dans lequel les États-Unis figurent encore comme puissance dominante en devant en assumer le coût, tout en n'inspirant plus confiance à personne, et à essayer d'éviter des sursauts violents ou irrationnels de leur part pendant ce déclin, comparable, mais à une toute autre échelle, aux époques où le cœur financier du monde semblait encore à Amsterdam ou à Londres alors que les choses se décidaient déjà à Londres ou à New York.

Cette analyse de Giovanni Arrighi que je viens de résumer à grands traits date de 2007, donc d'avant l'ouverture officielle de la crise dite « des subprimes » et l'élection de Barack Obama, qui pouvait lorsqu'elle eut lieu passer pour le mélange entre un sursaut de puissance étasunien et la prise de conscience des nouveaux rapports, mais qui s'avère n'être ni l'un ni l'autre en n'arrivant pas à choisir l'un ou l'autre.

Inutile de dire que l'ensemble des faits survenus depuis 2007 va plutôt dans le sens d'une confirmation de cette description dans la mesure où elle concerne le déclin étasunien, et la crise de leadership mondial ou de « gouvernance » (crise de transition hégémonique dans les termes d'Arrighi) qui va avec.

En fait, la tonalité générale et la logique de son analyse conduit à dire que le déclin étasunien a non seulement commencé, mais qu'il est profondément avancé et irréversible (sauf à entraîner la planète dans une fuite en avant destructrice avec lui).

Le grand récit alternatif : la Chine d'Arrighi.

Comme une issue consistant dans la prise en main consciente de son destin par la majorité exploitée et opprimée de l'humanité ne peut pas sortir des catégories définies par Arrighi, l'issue possible et nécessaire à l'histoire telle qu'il l'envisage réside donc dans un passage à la suprématie chinoise le moins douloureux possible.

D'où deux questions : la Chine en est-elle capable ? Et est-elle capable de le faire de manière, disons, « gentille » ?

Ces deux questions, ainsi formulées, sont biaisées. Car ce n'est pas la Chine qui est en cause, sauf à tomber dans une pseudo analyse du type « choc des civilisations », mais c'est le capitalisme.

Que la Chine puisse devenir une puissance capitaliste est démontré par les faits.

Qu'elle puisse devenir la première puissance capitaliste mondiale et qu'elle puisse le faire de façon économique en destructions et faux frais de toutes sortes est une toute autre affaire, mais qui met en cause le capital contemporain beaucoup plus que les traditions et l'histoire passée, ancienne et plus récente, de la Chine.

C'est néanmoins vers celle-ci que se tourne Giovanni Arrighi pour essayer de donner des réponses à nos deux questions, qu'il espère ardemment être positives. Suivons le donc sur ce terrain en sachant pourtant qu'il est biaisé.

Le passé chinois.

La civilisation chinoise a été, si l'on prend pour critères la technologie et l'aménagement du territoire par un État intégré, la plus avancée du monde, et de loin, à plusieurs reprises -de concert avec l'empire romain au temps des Han (II^e s. avant JC au II^e après), et de manière absolue pendant les périodes Tang (au moins dans la première période Tang, aux VI^e et VII^e siècles, car ensuite l'empire abbasside est central en Eurasie), puis Song (X^e-XIII^e siècles). La courte période mongole, dite Yuan, a tendu à l'assujettir à un système plus vaste, mais avec les Ming, issus d'une révolution paysanne victorieuse, elle reprend sa cohérence propre. Cette cohérence explique que l'économie et l'État chinois se soient rationnellement centrés sur eux-mêmes et sur la maîtrise des espaces steppiques et montagneux menaçants du continent, et se soient, éternelle grande surprise des historiens du XV^e siècle, détournés de la conquête maritime du Sud-Est asiatique et des mondes de l'océan Indien puissamment amorcée par les flottes de jonques de Zuang He puis abandonnée. Les périodes Ming, du XIV^e au XVII^e, et plus encore Qin ou Mandchoue, après une crise terrible au XVII^e, et malgré l'essor européen contemporain, sont encore des périodes où la Chine aurait sans doute été, pour l'observateur de Sirius, la première civilisation selon les critères indiqués.

Arrighi prend pour établi que le régime chinois au XVIII^e est bel et bien conforme en tous points à l'idéal smithien tel qu'il l'a dégagé.

Il s'appuie sur divers travaux. D'abord sur ceux qui ont conçu la notion de « révolution industrielle », à savoir un type d'organisation du travail social dans lequel une population dense investit un temps de travail abondant dans la production et la circulation de marchandises, s'assurant ainsi un niveau de vie, mesuré par les objets de consommation (du sucre au tabac en passant par la vaisselle et les porcelaines et, bien entendu, les vêtements) largement supérieur à ce qui avait existé auparavant et ce qui existait dans la majeure partie du monde. Cette notion est dégagée, pour la Hollande, par Jan de Vries (1), pour le Japon à l'époque Tokugawa, par Hayami Akira (2), Kaoru Suhigara la généralisant à une grande partie de l'Asie (3). De fait le stade « industriel » est atteint de manière contemporaine, aux XVI^e-XVII^e siècles, par la Hollande, la Flandre, l'Angleterre, certaines régions françaises, le Gujarat indien, le bas Yangzi, la plaine du Kanto (Tokyo) et du Kensai (Kyoto) au Japon, sans que l'un ou l'autre de ces secteurs apparaisse plus « en avance » que le reste jusqu'à la révolution industrielle anglaise.

Contre la thèse selon laquelle la société « industrielle » investissant plus en force de travail qu'en capital et en énergie a conduit à un « blocage malthusien » par rapport à l'essor démographique qu'elle a provoqué et que son besoin en travail exigeait (Philip Huang (4)), Arrighi s'appuie sur les travaux d'un chercheur chinois travaillant aux États-Unis, Roy Bin Wong (5), pour qui la dynamique de l'économie chinoise au XVIII^e siècle était bien « smithienne » et non pas « malthusienne » : la Chine était une « économie de marché » non capitaliste, en ce sens que la masse de la population y travaillait pour le marché, la majorité étant des petits possesseurs de terres ou d'ateliers, l'idéal dominant et la réalité étant celle des hommes aux champs et des femmes au filage et au tissage. Cette population industrielle achetait une grande partie de ses biens de consommation sur le marché, tendant à sortir de l'auto subsistance. Pourtant le salariat (comme par ailleurs l'esclavage pour dettes) était minoritaire, l'immense majorité possédant son lopin, certes beaucoup plus petit qu'en Occident, mais beaucoup plus productif avec la riziculture inondée.

La description de Roy Bin Wong semble exacte quant aux faits. Elle est reprise et amplifiée par le grand historien de la « grande divergence » Chine-Occident, Kenneth Pomeranz (6), qui confirme même que le bas Yangzi jusque vers 1750 est devant l'Angleterre selon la plupart des indices de « développement humain ». Ainsi, avec une fécondité plus faible, la population chinoise augmente plus vite que la population anglaise dans toute cette première période Qin. La différence alors aurait été causée par deux facteurs autres : la possession des colonies britanniques, apportant des matières premières et des calories équivalant à la production de terres d'une superficie supérieure à celle de l'Angleterre, et la chance géographique du charbon, apportant l'équivalent de la combustion de forêts qui auraient plus que recouvert l'Angleterre, et dont elle ne disposait pas. Pomeranz a quelque peu tendance à décrire ces deux facteurs comme des contingences décisives, des hasards, alors que le premier provient d'un long passé impérial (et peut s'incorporer dans le « grand récit » à la Braudel), le second ne s'expliquant qu'en articulation avec le progrès technique (machine à vapeur), en tant que phénomène social. Pendant ce temps, en Chine, le caractère plus avancé de la gestion de l'économie par l'État, qui tout à la fois assurait les conditions d'un marché national et veillait à la répartition territoriale des richesses et à la prévention des pénuries, a conduit à un développement intégré sur une bien plus grande surface, le bas Yangzi perdant petit à petit ses avantages comparatifs sur les provinces intérieures, et ne s'affirmant pas comme une « Angleterre » envers cette masse territoriale et humaine supérieure à la masse européenne.

Notons que deux facteurs sociaux importants sont négligés dans ces comparaisons.

Ces auteurs parlent sans nuances de propriété privée paysanne en Chine, alors que nous n'y avons pas de concept de propriété privée équivalent à ce qui, au moyen de la ré-élaboration du droit romain, a été construit en Europe. Droits communautaires et servitudes étatiques et fiscales, ainsi que le poids de l'histoire (y compris des traditions révolutionnaires paysannes et d'autres, conservatrices, dans la bureaucratie lettrée), et les interventions très fréquentes du pouvoir dans la distribution des terres, exigeraient pour le moins que l'on analyse de plus près de quel type de propriété et de possession il s'agit au lieu d'appeler « propriété privée » tout régime d'exploitation familiale de parcelles rurales avec ventes et achats de surplus.

Deuxièmement, en relation avec ce premier facteur, observons aussi l'absence d'états d'âmes de nos auteurs envers cet autre fait qu'est l'absence de généralisation du salariat en Chine ancienne (bien que le salariat ne soit pas inconnu). Les producteurs directs vendent leurs produits sur le marché, et cela est vital pour eux, mais ce sont bien leurs produits qu'ils vendent, non eux-mêmes qu'ils louent. Peut-on dans ces conditions, où le repli sur l'auto subsistance reste possible pour la majorité de la population, parler d'un marché intérieur intégré au sens où l'Angleterre a construit un tel marché aux XV^e-XVII^e siècles, y produisant une masse de prolétaires n'ayant à vendre que leur force de travail et étant obligés de s'adresser à ce marché des biens de subsistance ? Ces questions ne signifient pas que l'Angleterre était « plus avancée », au contraire il semble bien que, comme le dit Pomeranz, il

valait mieux vivre dans le bas Yangzi que dans le Kent jusque vers 1750 voire 1800, mais elles signifient que les rapports sociaux de production, et donc leurs potentialités, n'étaient pas les mêmes. D'ailleurs la manière dont Pomeranz décrit la construction, vigoureusement épaulée voire suscitée par l'État, du marché intérieur chinois, et la façon dont elle affaiblit au lieu de renforcer la place relative de la région candidate éventuelle au rôle de centre « capitaliste » (le bas Yangzi), confirme que si marché il y a, ce n'est pas le même type de marché intérieur que celui de l'Angleterre qui se dote d'une Banque centrale en 1694 (7).

Assurément, il faut se déprendre de certains schémas dits « marxistes » concernant le passé chinois. D'abord de celui, passé de mode mais qui fut dominant à l'époque de la formation du Parti Communiste chinois puis dans les régimes stalinien et maoïste, selon lequel la Chine était avant le XX^e siècle une société « féodale ». Contre ce schéma, le recours de chercheurs et de militants à la notion de « mode de production asiatique » a eu son utilité, mais cette notion, avec toute la charge généralisante et anhistorique qu'elle comporte sur la prétendue immutabilité des sociétés asiatiques, est évidemment fautive elle aussi. Outre que les sociétés qui ressemblent le plus au schéma du « mode de production asiatique » ou à celui de la « commune antique » chez Marx ne se situent pas en Asie, mais en Égypte ou chez les Incas, il faut surtout comprendre que même cette similitude pour intéressante qu'elle soit est au fond accidentelle, car le « mode de production asiatique » chez Marx, thème de réflexion dans des travaux non destinés directement à publication, est surtout une version améliorée du « despotisme oriental » de Montesquieu et des auteurs du XVIII^e, recyclée dans une pensée en mouvement.

Mais ceci dit, rien ne justifie qu'ayant fait cette pseudo grande découverte que la Chine et l'Asie n'étaient pas des sociétés immuables dans lesquelles tout appartenait à l'empereur, on saute de l'autre côté du cheval en s'empressant de proclamer l'existence de la soi-disant éternelle « économie de marché » en Chine (et ailleurs). Chez Arrighi cette assimilation prend une forme plus subtile : l'« économie de marché » à la manière d'Adam Smith et de Fernand Braudel, plus « naturelle », moins dévoreuse de capital et d'énergie, moins prédatrice, moins colonisatrice, moins financière, que le capitalisme occidental, aurait existé en Chine et serait une issue possible pour le monde d'aujourd'hui. Dans cette optique, il est logique de se désintéresser, de ne pas voir ou de pas vouloir voir, des « détails » qui demanderaient au contraire à être soigneusement analysés -ce qui reste en grande partie à faire- tels que les différences dans les formes de propriété et d'exploitation du travail, rien que ça ...

Sans répondre à cette question en trois coups de cuiller à pot ici, remarquons que la présence de l'État, identique à une classe dominante qui, dans son idéal, a tendu, sans jamais l'être réellement ni complètement, à se présenter comme un corps de fonctionnaires lettrés recrutés par concours, est une permanence de l'histoire chinoise -dire cela n'est pas prendre cette histoire pour une histoire immuable, pas plus que le fait de constater que le rapport entre maîtres du sol possesseurs de la force et paysans est une permanence de l'histoire de l'Occident pendant la même durée que l'histoire chinoise permettrait de faire de l'histoire européenne une histoire « immuable ». Le travail communautaire, le travail communautaire tributaire, les domaines nobles, les colonies agricoles et/ou militaires, le salariat, le paysannat et l'artisanat familiaux et individuels, les entreprises privées, les entreprises d'État, les diasporas marchandes, l'esclavage pour dettes, le travail forcé, ont existé sous cette égide, sous cette enveloppe, pendant des siècles dans des combinaisons changeantes et riches. Marché, salariat, et libre possession au moins apparente, existent -à côté d'autres formes jugées moins « modernes » comme le fait de vendre ses enfants ... - comme des éléments tout à fait intégrés à des rapports sociaux dans lesquels l'appareil à la fois encadrant, contraignant, bienveillant, pressionnant ... de l'État est la plupart du temps apparu non comme une superstructure, mais comme le fondement du tout, sans lequel ces formes que l'on voudrait équivalentes au commerce, à l'entreprise privée ... n'existeraient pas ou seraient broyées. La révélation du caractère « smithien » de tout cela ne résout en rien l'analyse des contenus et des différences spécifiques des rapports sociaux effectifs qui s'y sont succédés, et des conflits

qui en ont fait l'histoire.

Nous avons bien affaire, chez Arrighi reprenant en partie des aperçus des auteurs précédemment évoqués, à une idéalisation de la période Qin. Cela est particulièrement évident sur le sujet des relations internationales et diplomatiques chinoises à cette époque. Arrighi nous explique, au chapitre XI, que la Chine a connu une période de paix ininterrompue de 1598 à 1894. Il explique qu'il faut tenir pour négligeables les guerres de 1659-1660 et de 1767-1771 contre la Birmanie, et celle contre le Vietnam en 1788-1789, affirmations contestables surtout pour cette dernière, et en outre il ne mesure pas l'importance de la guerre avec le Japon qui inaugure cette « période de paix », en 1592-1598, première véritable tentative d'invasion de la Corée, et au-delà de la Chine, par un Japon qui va ensuite entrer dans la période Tokugawa, dite « fermée ». Mais il y a plus : en affirmant que c'est la paix de 1598 à 1894, Arrighi écarte purement et simplement les révolutions, contre-révolutions et guerres civiles intérieures comme si c'était là, pour parler le langage diplomatique ... des dirigeants chinois actuels, des « affaires intérieures ». Sauf que le soulèvement général de la classe paysanne qui renverse les Ming, et contre lequel se produit l'avènement des Qin, qui est bien au départ une invasion étrangère, fait des millions de morts pendant trois décennies au moins, au cœur du XVII^e siècle qui ne vaut donc pas mieux pour la Chine que pour l'Europe de la guerre de Trente Ans. Ensuite, puisque Arrighi pousse sa bienveillante période de paix jusqu'en 1894, force est de constater qu'outre les guerres de l'opium -que l'on peut certes tenir pour des actes de piraterie des narcotrafiquants impérialistes non déclenchés par la Chine, encore que de larges secteurs de sa classe dominante s'associent vite aux barbares étrangers- il aplatit dans sa longue période de paix rien de moins que le soulèvement Taiping et son écrasement, qui font des *dizaines de millions* de morts violentes, plus, à la même époque, l'écrasement des soulèvements « musulmans » au Yunnan ou au Ningxia qui se mesure lui aussi en *millions* de victimes. Ces convulsions tragiques ne résultent pas principalement de l'immixtion impérialiste mais bien des contradictions internes de la société harmonieuse des Qin avec sa belle « économie de marché smithienne ». A vouloir présenter la Chine Qin comme la synthèse de l'harmonie rêvée par Adam Smith et de celle invoquée contre les mauvais esprits rebelles par Hu Jintao, on en vient à piétiner l'histoire. Pour couronner le tout, Arrighi ajoute qu'au fond, cette céleste paix impériale dura encore plus, carrément 500 ans, puisqu'elle avait commencé dès les Ming en dehors, là encore, d'un « modeste » conflit sanguinaire pour reconquérir le Vietnam, sorte de petite Chine autonome, au début du XV^e siècle ...

Bref, la façon dont Arrighi présente la politique extérieure et intérieure des empereurs mandchous est pour le moins peu historique !

Le point exact dans sa description est l'absence d'une projection impériale extérieure, comparable aux colonies américaines des puissances européennes. Mais ceci ne fait que confirmer que nous avons affaire à des rapports sociaux de production différents, pas que la Chine était, en somme, la « bonne » économie de marché ignorant la prédation.

Il est également exact qu'avec ses voisins plus ou moins tributaires, Japon, Corée, Vietnam, Siam, Indonésie, Tibet, Asie centrale, Mongolie, la Chine a formé un système d'États, le plus grand du monde avec celui d'Europe et celui (non mentionné ici par Arrighi) des empires musulmans formés aux XV^e et XVI^e siècles de l'Inde au Maroc, et exact encore que ce système est globalement moins belliqueux, et aussi moins complexe, que le système diplomatique et militaire européen, mais ceci n'ajoute rien d'essentiel à la constatation précédente.

Enfin, l'empire Qin est celui qui, dernier à avoir été fondé par d'anciens nomades, a définitivement vaincu les nomades et les montagnards en formant un énorme glacis, avec la Mandchourie, la Mongolie, le Xinjiang, le Tibet, le Yunnan ; mais réduire sa formation aux seules mesures de sécurité assorties de généreux « transferts de richesse » au bénéfice de ces périphéries ressemble plus à un écho de la propagande actuelle sur le caractère « progressiste » de la colonisation du Tibet qu'à une réflexion de nature historique ...

(1) Article fondateur sur ce sujet de Jan de Vries : The industrial revolution and the industrious

revolution, *Journal of Economic History* 54, 1994.

(2) Hayami Akira est l'auteur de travaux sur la démographie historique du Japon et l'époque Tokugawa, qui ont introduit la notion de « révolution industrielle » : *A Great transformation, social and economic change in sixteenth and seventeenth century Japan.*, *Bonner Zeitschrift für Japanologie* 8, 1986.

(3) Kaoru Suhigara, *The East-Asian Path of Economic Development, Discussion paper in Economics and Business, Osaka University, Osaka, Discussion paper 00-17, 2000*, et *The East-Asian Path of Economic Development : A Long Term Perspective*, in *The Resurgence of Est Asia : 500, 150 and 50 years perspectives*, Routledge, Londres et New York, 2003.

(4) Philip Huang, *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta, 1350-1988*, Stanford, Stanford University Press, 1990.

Giovanni Arrighi intervient dans le prolongement d'un débat où Robert Brenner avec Christopher Isett ainsi que Philip Huang critiquaient la tendance de Kenneth Pomeranz à trop rapprocher les économies et les sociétés des régions de la « révolution industrielle », comme l'Angleterre et le bas Yangzi : Robert Brenner et Christopher Isett, *England's divergence from chinese Yangzi delta : property relations, microeconomics, and patterns of development*, et Philip Huang, *Development or Involution in eighties century Britain and China ?*, *l'un et l'autre dans Journal of Asian Studies*, 62-1, mai 2002.

Dans ce débat, Philip Huang est donc intervenu contre le point de vue de K.Pomeranz (voir ci-dessous note 6) ; or, G.Arrighi met en opposition Brenner et Isett quand ils écrivent : « Dans le delta du Yangzi, les principaux agents économiques pouvaient accéder directement, sans passer le marché, aux moyens de leur reproduction. » avec Philip Huang quand il insiste sur le degré de commercialisation élevé du delta du Yangzi. Mais P.Huang parle de « commercialisation involutive », qui ruine à la longue des petits producteurs tout en les maintenant comme petits producteurs.

Selon Arrighi le fait qu'il y ait commercialisation importante dans les deux régions (et que Huang explique par elle la misère de certains producteurs paysans) suffit à ruiner l'argumentation de Brenner et Isett. Il ne voit pas que la question est celle du salariat (et une partie de la méthodologie de Brenner, Isett et Huang gêne sans doute cette clarification). Ce débat est donc tout à fait illustratif d'une méthode qui, en se centrant sur le commerce, « oublie » les rappports sociaux de production et partant les différences spécifiques qui peuvent distinguer des sociétés sous des ressemblances importantes.

(5) Wong, Roy Bin, *China Transformed. Historical Change and the Limits of European Experience*, Ithaca, Cornell University Press, 1997. En français un article de synthèse de Roy Bin Wong sur la Chine dans *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, La Découverte éd., 2009 : La Chine et l'économie politique de son empire agraire dans l'histoire globale.

(6) Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence, China, Europe and the making of the modern world economy*, Princeton University Press, Princeton, 2000. Trois articles de synthèse de K.Pomeranz ont été récemment traduits en français : La force de l'empire. Révolution industrielle et écologie, ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine., *Ere*, Paris, 2009. Le second de ces articles est une réponse de l'auteur aux critiques de Brenner, Isett et Huang. Voir aussi, dans *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, La Découverte éd., 2009, son débat avec Jack Goldstone sur la culture du machinisme.

(7) Un article de Roy Bin Wong publié en français dans la revue *Annales ESC*, n° 2 pour 1983, *Emeutes de subsistance en Chine et en Europe, pourrait fournir des arguments à l'appui de la thèse sur les différences de modes de production, à travers les attitudes de l'Etat envers le commerce des céréales, entre Chine et Europe au XVIII° siècle.*

Des empereurs Qin à Hu Jintao, ou les deux extrémités de la fable.

L'idéalisation de la Chine Qin consiste ici à estomper son caractère de classe : celui de l'oppression de la majorité de la population par une couche dominante fusionnant pour l'essentiel avec l'État -la bureaucratie lettrée, vis-à-vis de laquelle les gros propriétaires, dans les régions où il y en a, les marchands, les entrepreneurs, et en période de crise les seigneurs de la guerre, sont des sous-ensembles secondaires. Dès la fin du XVIII° siècle, les contradictions de cette exploitation ont provoqué le retour du millénarisme paysan de masse, d'inspiration taoïste et bouddhiste et, bientôt, chrétienne (dans le mouvement Taiping).

Comment passe-t-on de cette Chine là à celle qui, à la fin du XX° et au début du XXI° siècles, devient un pilier économique, social et politique de l'ordre mondial capitaliste ? L'examen de cette transition est précisément absent chez Arrighi. Chez lui, l'idéalisation de la classe dominante chinoise contemporaine, postérieure à la domination impérialiste, fait écho à

l'idéalisation de l'époque Qin, qui l'avait précédée. La combinaison des deux compose une sorte de second « grand récit » alternatif et/ou complémentaire à celui de Braudel, tout aussi riche en perceptions et analyses factuelles mais nettement plus mythique. Ce « grand récit alternatif » est facile à résumer : l'Asie, en tout cas la Chine et le Japon et peut-être d'autres secteurs, est la terre de la révolution industrielle, celle qui consiste à utiliser toutes les ressources du travail humain direct dans le cadre d'une production pour le marché, mais qui ne comporte pas les « défauts » du capitalisme. Après un détour sous la domination impérialiste, l'Asie est de retour. La bureaucratie néo-maoïste du Parti Communiste Chinois est ou pourrait être une sorte de réplique de la bonne bureaucratie Qing : régulatrice autoritaire mais également bienveillante de l'économie de marché, celle qui manque au capital occidental.

D'où le hiatus qui sépare les deux bureaucraties. Il est remarquable en effet, que Giovanni Arrighi, si loquace et souvent si passionnant quand il s'agit des époques Qin, ou Ming, ou même Song, semble ne pas avoir grand-chose à nous dire sur le XIX^e siècle et le premier XX^e siècle chinois. C'est pourtant bien là que s'enracine la Chine contemporaine. Par une sorte de miracle transhistorique, la bureaucratie néo-maoïste retrouverait les voies de la bienveillance néo-confucéenne à la Adam Smith, dans la mesure, explique Arrighi, où elle aurait conservé l'idéal socialiste tout en rejetant les excès de la révolution culturelle de Mao :

« ... le PCC a, à l'époque de Deng, répudié la révolution culturelle, mais non la tradition instaurée par la Révolution chinoise. » La révolution culturelle, poursuit-il, avait ébranlé le pouvoir du parti et les privilèges des cadres et menacé de détruire l'œuvre de la révolution, aussi les masses d'une part, attachées à cette œuvre, et les cadres du parti, attachés à leur pouvoir et à leurs privilèges, ont-ils soutenu, ensemble, les réformes de Deng Xiaoping. Finalement, « si les Chinois ont conservé des théories de Lénine le principe du parti d'avant-garde, ils en ont abandonné la part insurrectionnelle. » Remarquons comment, en quelques pages de ce dernier chapitre d'*Adam Smith à Pékin*, les excès de la « révolution culturelle » se sont transformés en « part insurrectionnelle » de l'héritage de Lénine que les dirigeants chinois (« les Chinois », cela veut dire les dirigeants, la classe dominante !) auraient bien fait d'abandonner !

Mao, ou le maillon manquant : origine et victoire du maoïsme.

Entre les empereurs Qin et Hu Jintao, ces deux extrémités de la fable d'Arrighi, il y a en effet Mao.

C'est après l'écrasement de la grande révolte Taiping, peut-être le plus puissant soulèvement paysan de tous les temps, que la Chine devient le gâteau de l'impérialisme. Auparavant, les guerres de l'opium avaient, par le moyen du narcotrafic, rendue sa balance commerciale déficitaire, une situation unique dans son histoire, qui devait durer jusqu'à la fin du XX^e siècle. Dans la phase de décomposition qui suit, naissent, dans le sein de sa classe dominante, une bourgeoisie compradore liée à l'impérialisme étranger, et une classe entièrement nouvelle, la classe ouvrière.

Giovanni Arrighi nous a bien expliqué, on l'a vu, qu'il avait choisi de préciser son titre : ce n'est pas « Adam Smith en Chine » en général, c'est grand la Chine, mais Adam Smith à Pékin, ce qui veut dire : pas à Shanghai. Dans les premiers chapitres de son ouvrage, ce choix semble une prise de position pour la régulation « smithienne » contre le « pur » capitalisme. Il apparaît au dernier chapitre que c'est aussi un choix fait contre la classe ouvrière, en faveur, non de « la paysannerie », mais du type de rapport que Mao aurait établi avec les paysans sur la base du choix de ne plus se tourner vers la classe ouvrière, un choix rejoignant la tradition néo-confucéenne du paternalisme éclairé. Voici la phrase la plus effarante, pour un historien, du livre d'Arrighi :

« Comme l'avait montré le massacre en 1927 des ouvriers communistes de Shanghai, les régions côtières où était concentré le gros du prolétariat urbain étaient bien trop instables pour devenir des sites de contestation de la domination étrangère et de l'hégémonie du Guomindang sur la bourgeoisie chinoise. »

On pourrait avec le même genre de raisonnement expliquer que « comme l'a montré le massacre en 1871 des communards de Paris, la capitale de la France était bien trop instable pour devenir un site de contestation de la bourgeoisie impérialiste française » ou encore que « comme l'a montré l'écrasement en 1933 du prolétariat allemand par Hitler, l'Allemagne était un endroit bien trop instable pour qu'on puisse y faire la révolution ». Habitué à voir à l'œuvre des forces soi-disant impersonnelles comme le commerce et la croissance, « smithienne » ou « schumpetérienne », Arrighi n'envisage pas que l'histoire puisse être faite de la lutte de forces actives plutôt que de l'art de gouverner des dirigeants, des forces actives qui se battent parfois physiquement, et que selon l'issue de cette lutte, tout le cours réel de l'histoire en est changé, et que cette issue dépend de choix subjectifs tels qu'une ligne politique, eux-mêmes conditionnés par toute l'histoire précédente et ce qui en a été retenu ou occulté (1).

1927 en Chine est une date clef de l'histoire, non seulement l'histoire de la Chine, mais de la classe ouvrière mondiale (2). La nécessité pour l'homme de la bourgeoisie nationale chinoise, Jiang Jieshi, de massacrer les ouvriers de Shanghai montrait qu'il savait, lui, à la différence d'Arrighi, où était la menace contre le capital. Il est vrai que communistes chinois et ouvriers de Shanghai ne combattaient pas pour « contester la domination étrangère et l'hégémonie du Guomindang sur la bourgeoisie chinoise » ainsi que l'écrit ce dernier, mais pour renverser le capital, la bourgeoisie chinoise et la domination étrangère dont cette bourgeoisie était le relais, tout ensemble. Le discours suivant lequel il fallait maintenir au pouvoir la bourgeoisie et détruire seulement un « féodalisme » mythique et assurer l'indépendance nationale était celui, justement, de Jiang Jieshi l'assassin de la classe ouvrière, et si celle-ci, après avoir vaincu les impérialistes et les débris de l'ancien État Qing à Shanghai, a été livrée pieds et poings liés à Jiang Jieshi, c'est parce que la direction de son parti de masse, le Parti Communiste Chinois, approuvait, sur ordre de Moscou, où sa ligne était écrite par Staline et Boukharine, cette politique de Jiang Jieshi, ce courtier de la bourse de Shanghai qui passait alors pour l'homme fort de la jeune nation chinoise, uniquement parce que la direction soviétique avait décidé de s'allier à tout prix avec lui. La « mondialisation » en ce temps là concernait déjà le combat révolutionnaire de la classe ouvrière, et l'Internationale communiste était une grandiose tentative pour la faire passer dans les actes, en vue de vaincre.

Le cours erroné de Staline et Boukharine, conséquence de la théorie du « socialisme dans un seul pays » tournant le dos, depuis 1924, au combat pour la révolution prolétarienne mondiale au profit du renforcement parasitaire et anti-démocratique de la bureaucratie soviétique, a provoqué une défaite gigantesque du prolétariat mondial en Chine et interdit le développement de la révolution prolétarienne à travers l'Asie, isolant en retour l'URSS en accélérant sa transformation totale en État bureaucratique d'exploitation/

Mao n'est pas devenu Mao parce que, constatant qu'on ne pouvait soi-disant pas « libérer la bourgeoisie chinoise de la domination étrangère » dans un endroit aussi « instable » (sic !) que Shanghai, il se serait dès lors « tourné vers les paysans » et aurait retrouvé avec eux un rapport analogue à celui des vieux bureaucrates Qin avec leurs sujets, mais parce que le PCC a été physiquement détruit comme parti ouvrier en 1927 et dans les années qui ont suivi. Mao a alors construit un appareil distinct, une direction d'armées paysannes, direction elle-même indépendante de sa base paysanne -ce qui fournit un noyau réel aux mythes cultivés par Arrighi : effectivement l'appareil maoïste n'a jamais été une émanation de la paysannerie, mais s'est constitué dès le début en appareil au dessus des masses. Et comme il s'est reconstruit comme bureaucratie militaire et non comme instrument de combat des larges masses elles-mêmes, la destruction de ce parti comme parti de la classe ouvrière fut bien définitive. L'appareil maoïste s'est en outre formé dans une proximité totale -officiellement ils ne faisaient qu'un- et une réalité faite de chocs sanglants -dans les bases rouges du Jiangxi, ces chocs font des milliers de morts au début des années 1930- avec l'appareil stalinien contrôlé depuis Moscou. A Zunyi en 1935, au début de la « Longue Marche », l'appareil de Mao a pris le contrôle de ce qui restait du PCC au détriment des agents directs de Moscou (probablement parce que Zhou Enlai a changé de faction), mais tout en avalisant la ligne politique stalinienne, hostile à toute

révolution prolétarienne en Chine ou ailleurs.

Dans le monde des années 1930, plongé dans une vaste crise de transition hégémonique au sens d'Arrighi, mais cela avant tout parce que la classe ouvrière après sa percée de 1917-1923 n'est pas parvenue à prendre le pouvoir, la Chine de Jiang Jieshi ne peut pas être administré par une bourgeoisie nationale soit disant indépendante, alors même que les puissances impérialistes dominantes se neutralisent ou se détruisent mutuellement. La résistance héroïque des masses paysannes à l'entreprise japonaise de colonisation impérialiste de la Chine achève de saper toute base nationale et tout début de légitimité aux pouvoirs bourgeois existants. Contre l'avis de Staline, Mao décide, acculé, de prendre l'offensive en se portant à la tête de la paysannerie, en 1946. La bureaucratie militaire née dans les conditions très particulières consécutives à l'écrasement de la classe ouvrière chinoise en 1927, conditions qui elles-mêmes ne s'expliquent absolument pas par des facteurs chinois, mais par la lutte des classes internationale et l'évolution de l'Internationale communiste et du régime soviétique, se retrouve au pouvoir, occupant un vide gigantesque (et recyclant tout ce qu'elle pouvait trouver de morceaux d'appareil d'État pour ce faire : rappelons au thuriféraires actuels de la défense du régime « progressiste » de Pékin contre le dalai lama obscurantiste que celui-ci fut à cette époque un membre distingué du PCC !).

(1) Début 1927, le PCC compte quelques dizaines de milliers de membres, dont la grande majorité est à Shanghai dans la classe ouvrière, et quelques centaines dans l'appareil du Guomindang et de son armée : la ligne générale est donnée par Moscou et mise en œuvre par ces derniers. Peng Shuzi, dirigeant communiste à Shanghai, et par la suite oppositionnel de gauche et trotskyste chinois comme le fondateur du parti Chen Duxiu, écrit dans le journal du parti de la ville, Xiangdao, ces lignes qui disent à peu près le contraire de la citation de Giovanni Arrighi donnée ci-dessus, mais qui ont été pensée et formulée au moment où l'histoire se faisait :

« Le succès de la révolution nationale chinoise n'est possible que si les ouvriers chinois se soulèvent et se battent. Shanghai, c'est Petrograd. Février et Octobre russe ont été dirigés par les ouvriers de Petrograd. »

(2) Jean Chesneau, Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927, Paris et La Haye, Mouton, 1962 ; Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, Paris, Fayard, 1997, chapitre XXI ; Harold Isaacs, La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927, Paris, Gallimard, 1967 ; Wang Fangzi, La marche de Wang, Mémoires d'un révolutionnaire chinois, Paris, La Brèche, 1980 ; Claude Cadart et Cheng Yingxiang, Mémoires de Peng Shuzi, L'envol du communisme en Chine, Paris, Gallimard, 1983 ; La question chinoise dans l'Internationale communiste, textes de Staline, Trotsky, Martynov, Zinoviev, Boukharine, Mandalian, Chen Duxiu, Preobrajensky, rassemblés et présentés par Pierre Broué, Paris, EDI, 1965 ; Victor Serge, La révolution chinoise, Paris, Savelli, 1977.

Ajoutons que l'importance historique universelle de 1927 à Shanghai a été perçue par un jeune écrivain français, André Malraux, qui en a fait un grand roman, La condition humaine.

Au cœur du maillon manquant et du non dit : le « grand bond en avant ».

Cette bureaucratie militaire se trouvait prise dans une situation dangereuse pour elle. L'impérialisme étasunien envisageait a priori de restaurer à terme une domination bourgeoise sous sa dépendance en Chine en la renversant, et en réinstallant par exemple le Guomindang basé à Taiwan, pas en collaborant avec elle. La bureaucratie stalinienne de Moscou était prête à la sacrifier, la vendre ou la laisser tomber. L'effondrement de l'ancien État, de la bourgeoisie, dynamisaient la paysannerie et réactivaient la classe ouvrière, menaçant le pouvoir et les privilèges des bureaucrates.

L'idéologie maoïste selon laquelle le communisme allait être construit en quelques années, à coup de volonté, d'idéalisme et de trique, qu'elle fut sincère ou non (et elle fut sans doute d'autant plus efficace pour jouer son vrai rôle qu'elle fut sincère), lui a permis de maîtriser ces contradictions par la force : le premier mouvement de collectivisation rurale en 1955-1956 puis, surtout, le « Grand bond en avant » en 1958-1959 et la famine qui le suit jusqu'en 1962, jouent un rôle essentiel.

Ce rôle ne consiste absolument en ce que des éléments de « socialisme » ou de «

communisme » seraient implantés parmi les centaines de millions d'habitants de la Chine rurale, mais en ce qu'un encadrement sans précédent prend en main la totalité de cette population, dont tout élan indépendant ou toute résistance sont réprimés avec une violence effarante.

Sur le plan de l'économie rurale, la situation après le « grand bond », ce sont les « soixante articles » de mars 1961, adoptés par le comité central du PCC et non publiés, mais qui fixent la pratique réelle : le cadre de la production agricole n'est pas la « commune populaire » mais la brigade de production, qui correspond le plus souvent au village ou au hameau existant, la maison, le lopin privé et la vente de leurs surplus éventuels sont garantis aux paysans. Il n'y a pas là de « collectivisation » même au sens de l'étatisation stalinienne de l'agriculture en URSS.

Pourtant, le « grand bond » s'inscrit évidemment dans la série des offensives contre la petite production marchande des régimes staliniens, dont le modèle fut donné par la collectivisation en URSS en 1929-1930, modèle dont les autres variantes furent la collectivisation en Yougoslavie et en Albanie en 1945, la recollectivisation soviétique en 1946, celle des pays d'Europe centrale et orientale et de Corée du Nord à la fin des années 1940, du Vietnam du Nord en 1956, de Cuba en 1961-1962, le grand délire nationaliste khmer rouge au Cambodge en 1975 et l'assimilation du Sud-Vietnam par le Nord en 1977-1978. Pas plus que dans ces autres exemples, le « grand bond » de Mao, le plus meurtrier de tous, n'a abouti à des rapports sociaux reposant sur une propriété sociale et commune réelle, ce qui n'avait jamais été leur but ni leur fonction. Dans le cas chinois, la réalité de la production rurale est même, dans les faits, nettement moins centralisée que dans le modèle initial soviétique, passé le délire du « grand bond ».

Par contre, au plan administratif, militaire, politique, moral, le vrai résultat est qu'un énorme appareil s'est formé, dominant et exploitant la paysannerie. Autrement dit le vide était rempli. L'appareil militaro-bureaucratique mao-stalinien, né et porté au pouvoir à la suite de circonstances exceptionnelles résultant de l'effondrement du vieil État et de la bourgeoisie nationale dans une phase mondiale de « transition capitale d'hégémonie » faisant suite à la défaite de la première offensive généralisée de la révolution prolétarienne mondiale, avait réussi à se développer en une classe dominante, dont bien des traits ressemblent il est vrai à la vieille bureaucratie lettrée chinoise, à ceci près que son épaisseur est beaucoup plus forte, que cet appareil dispose d'une mainmise beaucoup plus rapprochée sur la totalité de la force de travail.

Ce contrôle rapproché de la force de travail a un contenu économique qui corrige quelque peu l'impression de « retour à la case départ » d'une petite production encadrée à l'issue du « grand bond ». La propagande a fait grand cas de l'industrialisation des campagnes symbolisée par les fameux « petits hauts fourneaux ». En fait, « *les industries artisanales et les marchés ruraux furent démantelés* » (1) et malgré l'essor volontariste d'industries de biens de production intermédiaires en zone rurale, c'est dans les villes que se concentrait l'industrialisation. Le « grand bond » « *a augmenté au lieu de le diminuer le privilège dont bénéficiait l'industrie lourde* » et la main-d'œuvre industrielle a augmenté spontanément de 20 millions d'unités (2). Autrement dit ce que la concurrence et les interventions étrangères impérialistes n'étaient pas arrivés à produire, le « grand bond » et Mao l'ont fait : détruire la combinaison spécifique de travail agricole et artisanale produisant pour le marché, qui avait justement caractérisé la Chine précapitaliste, soi-disant « smithienne ». Roy Bin Wong décrit la chose ainsi :

« *La campagne chinoise des années 1950 et 1960 en général en vint à ressembler au genre d'économie supposée par les théories économiques de développement occidentales -une économie dans laquelle les résidents ruraux ne pratiquaient que l'agriculture.* »

Après le « grand bond », ce tableau est lié à une industrialisation urbaine « à la stalinienne » et, en l'absence de marché, au contrôle étatique de la circulation des produits. Mais comment ne pas voir qu'en faisant ainsi table rase le maoïsme fonde en réalité les conditions dans lesquelles un autre marché, le marché capitaliste, pourra pénétrer librement dès qu'il y

sera autorisé et encouragé ? (3)

Cela d'autant plus qu'il n'a pas seulement fait de la campagne une *tabula rasa*, mais il a aussi rempli, comme je l'ai dit, la sphère de la domination et de l'exploitation : l'appareil du parti et des communes populaires et équipes de production remplace les anciens notables, bureaucrates lettrés et marchands, et prend assez vite plus de place qu'eux. C'est cet appareil lui-même qui se tournera bientôt vers la production en vue de la réalisation de profits sur le marché.

La soi-disant « collectivisation » a donc été une expropriation de la masse des producteurs directs envers leurs propres conditions de production et de reproduction. A ce titre, loin d'être son antithèse, la formation du « marché » quinze à vingt ans après en est la suite logique. Ce n'est pas, en effet, la possession de leurs moyens de production -sol paysan, outils des artisans- par les producteurs marchands directs qui permet le développement du capital, mais tout au contraire leur expropriation. La nationalisation du sol joue ici le même rôle générique que les enclosures en Angleterre autrefois. La propriété étatique du sol (et ses variantes sous forme de propriété publique d'institutions locales) n'est pas du tout sa possession commune par la société émancipée, c'est au contraire la forme extrême de propriété privée, en ce sens que les producteurs directs, individuels ou collectivement associés, en sont privés, et par là même condamnés comme force de travail à se tenir à la disposition de l'État et du patronat.

(1) Roy Bin Wong, dans *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, La Découverte éd., 2009 : La Chine et l'économie politique de son empire agraire dans l'histoire globale.

(2) Jean-Luc Domenach, Philippe Richer, *La Chine, 1949-1971*, Paris, Seuil, 1987.

(3) Roy Bin Wong dans l'article déjà cité semble contredire sa propre affirmation de la destruction du passé artisanal et industriel des campagnes chinoises en écrivant qu'après 1978 ce sont des entreprises communales et villageoises, sortes de coopératives administrées par les notables du parti et accumulant comme des entreprises privées, qui ont lancé une production d'industries légères et de biens de consommation de masse, laquelle a fourni la première grande strate du nouveau capitalisme chinois. Il indique en effet que « la distribution dans l'espace des industries rurales des années 1980 reproduisait en grande partie le schéma de l'industrie artisanale rurale du XVIII^e siècle. » Mais justement, cette reprise et son insertion dans l'économie capitaliste mondiale n'aurait pas été possible sans la destruction préalable de l'ancienne économie, opérée lors du « grand bond » !

La « révolution culturelle ».

Quelques années après, à partir de 1969-1971, l'impérialisme étasunien dominant accepte de prendre comme partenaire cette classe dominante en voie d'affirmation, et en ressent même le besoin contre les mouvements révolutionnaires de 1968 et alors que la guerre du Vietnam le ronge. En d'autres siècles, un appareil d'exploitation et de domination rapprochée né d'une entreprise de mobilisation idéologiquement motivée des larges masses paysannes à partir d'un noyau militaire, serait peut-être devenu une nouvelle bureaucratie impériale traditionnelle (après tout, c'est peut-être là la façon dont la dynastie Ming s'est formée, et c'était peut-être le projet de l'« aile droite » de la direction Taiping ...). Dans le monde du XX^e siècle elle n'a d'autre voie que de devenir elle-même cette bourgeoisie chinoise qui avait fait faux bond entre la fin des Taiping et 1927. Cette orientation était sous-jacente à toute la politique économique des dirigeants du PCC sitôt que les mots d'ordre maoïstes se taisaient quelque peu, depuis le début. Comme nous venons de le voir le maoïsme lui-même l'avait rendu possible par le « grand bond », ce « crime du communisme » comme le disent les propagandistes du capital, qui est pourtant le fondement originare du nouveau capitalisme chinois, et un trou noir, une absence, un fantôme, dans les écrits de Giovanni Arrighi.

Nul mot du « grand bond » dans *Adam Smith à Pékin*. Rappelons par contre que selon Arrighi, la capacité de l'appareil dirigeant chinois actuel à faire de l'économie de marché « smithienne » tiendrait à son insertion dans la tradition de la révolution chinoise une fois celle-

ci purgée du mauvais souvenir de la « révolution culturelle » et de la théorie léniniste de l'insurrection, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat. Dans la vraie mémoire collective de la Chine, à savoir celle des Chinois et pas celle des dirigeants et de la propagande, le « grand bond » et la « révolution culturelle » sont indissociables et forment un tout dont le vrai nom sera au final forcément : crimes de Mao. Le nombre de morts dus au « grand bond », de l'ordre des dizaines de millions, est comparable à celui de la défaite Taiping -cet autre trou noir de la synthèse arrighienne.

Le rejet de la « révolution culturelle », c'est-à-dire l'adhésion à la ligne Deng Xiaoping (gloire à Mao, mort à la bande des quatre !), est lui-même ambiguë : qu'est-ce qui est rejeté exactement ?

La « révolution culturelle » recouvre les années qui vont de l'échec du « grand bond » à l'insertion de la Chine dans le système international impérialiste des États et des échanges, entre 1962 et 1969 en gros. Elle combine plusieurs dimensions. La plus connue aujourd'hui, mais pas forcément celle qui fut réellement la plus importante historiquement, est une grande manœuvre de Mao pour liquider les secteurs de l'appareil qui voulaient le mettre sur la touche après le « grand bond ». Mais il s'y ajoute l'hésitation et la crise de toute la classe dominante en formation, sur la voie à prendre dans une situation où, jusqu'en 1968, l'impérialisme étasunien ne lui tendait pas encore la main. Enfin, et peut-être surtout, un mouvement de la jeunesse manipulé au départ, mais qui commença à se transformer en révolution contre la classe bureaucratique et fut réprimé sauvagement avant que cette transformation ait le temps de s'affirmer à l'échelle du pays.

Et là, nous retrouvons Shanghai, qui décidément n'est pas que la ville de la bourse et du marché, mais bien celle de la classe ouvrière chinoise : c'est contre la « commune de Shanghai qu'en février 1967 Mao amorça la contre-offensive de reprise en main, véritable guerre civile de reconstruction de l'appareil par l'armée.

Ces violences, qui n'ont pas modifié les rapports économiques ruraux établis depuis 1961, ont mis à jour quel était le véritable adversaire de la nouvelle bourgeoisie chinoise en formation : la classe ouvrière, dont les grèves dominent plus encore les événements des années 1974-1978.

Les « réformes ».

La conversion progressive d'une classe qui était jusque là une bureaucratie de grande taille, en une bourgeoisie accumulant du capital pour le réinvestir et l'agrandir encore, s'est faite de manière quasi naturelle à partir de 1978. La bureaucratie du PCC a assimilé les couches marchandes rurales renaissantes et surtout la diaspora chinoise du Sud Est asiatique, émigration de l'ancienne bourgeoisie du temps du Guomindang incluse. La classe ouvrière renaissante et la jeunesse intellectuelle du printemps de Pékin ont été désarmées par la confusion politique résultant de la « révolution culturelle », coincées dans un faux choix entre le retour aux répugnantes « années Mao » et l'essor d'un marché libre assorti de promesses de démocraties. Quand ces promesses furent noyées dans le sang place Tian An Men en 1989, ce développement changea de vitesse et de braquet. La bourse de Shanghai, fermée en 1949, revoyait le jour en 1990 -pas en 1992 ou 1993 après le voyage de Deng dans le Sud censé avoir relancé les réformes contre les dirigeants « conservateurs », non, en 1990, quelques mois après le massacre de Tian An Men.

Dés les années 1980, le *Quotidien du peuple* vantait les mérites de la *Thatcherite Revolution* en Grande-Bretagne et se rangeait au côté de la bourgeoisie contre les mineurs britanniques, le régime chinois ayant d'ailleurs noué une alliance toute spéciale avec Maggy Thatcher à propos de Hong-Kong et de Macao. Giovanni Arrighi sur ce point ne veut pas ou ne peut pas reprendre, comme il le fait sur d'autres sujets, les clairs de Pékin ; impossible, en effet, de vanter le thatchérisme de Deng et de ses successeurs. Ils sont « smithiens » et pas

ultralibéraux, qu'on se le dise. Arrighi entend ici s'opposer avec vigueur à la mauvaise presse que la « direction chinoise » a dans les milieux anticapitalistes occidentaux. Il condamne plusieurs articles et prises de positions précis dont il déplore que le contenu ait « *gagné la majorité de la gauche occidentale* » (1).

Le seul point -et encore- où la politique prônée de plus en plus nettement par Deng Xiaoping jusqu'à son fameux voyage à Canton en 1992, où il lança à fond la propagande et l'action pour la soi-disant « économie socialiste de marché », se distingue de ce qu'il est convenu d'appeler néolibéralisme, est le poids de l'État dans l'économie. L'État -pas seulement l'État central, mais les collectivités locales et diverses « coopératives » qui sont en Chine des structures de caractère étatique- garde un poids considérable à côté de l'entreprise privée proprement dite.

D'une façon générale la continuité de l'État et du parti sont ce qui distingue la « transition » chinoise au capitalisme de celle de l'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale, Yougoslavie et Albanie comprises. Le bilan du point de vue du capital est assez facile à faire vingt ans après la chute du mur de Berlin : c'est en Chine que les investissements sont les plus intéressants, c'est en Chine que la production capitaliste dans l'industrie, l'agriculture et les transports dégage réellement une masse de plus-value. La « transition » en URSS a quant à elle connu deux phases, une phase d'effondrement et de pillage, les « années Eltsine », et une phase de renforcement par les exportations de matières premières et énergétiques, les « années Poutine », qui vient de prendre fin avec l'ouverture de la « crise financière » mondiale depuis 2008. En Europe centrale et orientale la « transition » se combine à l'intégration des économies des pays et régions concernées à la sphère impérialiste européenne, en position subordonnée et dépendante. Assurément la Chine suit une voie différente, celle d'un vrai essor capitaliste reposant sur la production.

Le poids de l'État dans l'économie, censé distinguer le modèle chinois du modèle néolibéral, est donc bien une spécificité par rapport aux privatisations généralisées de l'État lui-même dans les pays soumis aux diktat du Fonds Monétaire International dans les années 1980 et 1990, mais cette spécificité ne peut pas être séparée de cet autre facteur qu'est la force de l'État -la force des chars, la force des prisons, la force des exécutions sommaires, la force des camps- au service de l'extraction capitaliste de plus-value.

Au demeurant, la Chine dans les années 1990, à défaut de connaître les privatisations, connaît le démantèlement des industries et services d'État : plusieurs dizaines de millions de licenciements !

Dans la représentation que se fait, ou que veut se faire, Giovanni Arrighi de cette économie de marché chinoise qu'il voudrait s'imaginer non capitaliste, les entreprises locales à statut plus ou moins coopératif tiennent une grande place (il s'agit, en anglais, des TVE, *Townships and Village Enterprises*, Entreprises des Bourgs et cantons ou Erna, Entreprises rurales non agricoles). C'est en fait, à travers elles, et en utilisant de manière décisive le pouvoir foncier et politique du monopole de la terre, l'appareil local, implanté depuis le « grand bond », qui s'est fait capitaliste. Le tournant ici fut pris dès les années 1980, quand les dizaines de millions de TVE -30 millions en 1980, 93 millions en 1990, 129 millions en 1995- non seulement ont occupé le marché local qui jusque là manquait de tout, mais ont lancé les exportations de produits d'industrie légère depuis l'ensemble de la zone côtière.

La raison d'être de ce type d'entreprises capitalistes dans la propagande officielle est de permettre aux paysans de « *quitter l'agriculture sans quitter la campagne* ». Du point de vue de Giovanni Arrighi, ce genre de déclaration confirme le caractère bienveillant, régulateur, « smithien », d'un État central chinois qui ne serait pas qu'un vulgaire « conseil d'administration de la bourgeoisie ». En fait, nous sommes là au cœur du rapport social capitaliste chinois, à savoir dans sa composante foncière : la véritable propriété foncière est celle des autorités aux différents échelons territoriaux et administratifs, et la ségrégation entre terres rurales et terres urbaines permet, par le système du *Hukou* (sorte de passeport intérieur qui confère un

statut d'immigré aux travailleurs des chantiers et de la production de masse dans les villes, qui restent considérés comme des ruraux et n'ont pas accès au marché locatif urbain), de diviser la classe ouvrière selon la provenance de ses membres (2). De plus les entreprises du type des TVE semblent avoir joué un rôle souvent transitoire vers un niveau de concentration plus important.

Selon Giovanni Arrighi, « *Contrairement à une croyance très répandue, la principale raison de l'attrait de la RPC [pour les capitaux étrangers] ne réside pas dans ses abondantes réserves de main-d'œuvre bon marché -car des réserves tout aussi abondantes existent dans d'autres parties du monde, qui ne sont pas arrivées à attirer autant de capitaux étrangers.* »

Voilà une affirmation qui confine au grotesque, surtout quand on lit juste après la preuve du contraire :

« *L'explication serait plutôt à rechercher dans l'excellente qualité de cette force de travail -sur le plan de la santé, de l'éducation et de l'autodiscipline- conjuguée avec une rapide expansion des conditions d'offre et de demande nécessaires pour mobiliser ces réserves dans la production.* »

Autrement dit, l'État et l'histoire de la Chine ont produit une main-d'œuvre qualifiée et formée, qui attire les capitaux étrangers ... parce que le parti et l'État garantissent la faiblesse de ses salaires !

(1) *Sont visées les critiques du « néolibéralisme » des dirigeants chinois faites notamment par Harry Magdoff et John Bellamy Foster dans la Monthly Review, notamment un article du n° 3 de 2003, China and Socialisme : Market Reform and Classe Struggle. Giovanni Arrighi est également attristé de voir un portrait de Deng Xiaoping à côté de ceux de Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Augusto Pinochet en couverture du livre de David Harvey, A brief history of neoliberalism. On pourrait rajouter à la liste de ces prises de position le livre de Naomi Klein, La stratégie du choc, qui affirme que la répression de la place Tian An Men a permis le vrai lancement des réformes de Deng Xiaoping, en connexion directe avec les experts de Washington ...*

(2) *On consultera avec très grand profit sur ces sujets le petit livre d'un militant et chercheur adepte de la « communisation », Bruno Astarian, Lutte de classes dans la Chine des réformes (1978-1991), La Bussière, Acratie, 2009. D'un côté, je partage le réalisme de Bruno Astarian dans sa description de la classe ouvrière chinoise et de ses luttes, d'un autre côté, je ne rejoins pas son scepticisme sur l'affirmation de la Chine comme puissance capitaliste indépendante et donc impérialiste.*

La réforme du Hukou, le passage à une plus grande liquidité du marché foncier, et la construction d'un système national de crédit digne de ce nom, sont les trois défis auxquels la direction du PCC sait qu'elle doit faire face : ils touchent à la gestion du rapport salarial, du rapport foncier et de la monnaie. Réussir sur ces trois plans en empêchant ou en réprimant la classe ouvrière et la paysannerie ferait de la Chine une puissance capitaliste souveraine, un nouvel impérialisme de premier plan, ce qu'elle est déjà dans ses fondements, mais pas encore pleinement dans ses formes socio-institutionnelles. La crise mondiale actuelle accélère les échéances et les tensions.

* * *

Giovanni Arrighi n'est pas complètement naïf. Sa thèse sur la Chine actuelle ne consiste pas à dire seulement qu'elle serait le foyer d'une sorte de « bonne » économie de marché. Après tout, cette illusion n'est pas nécessaire pour comprendre la tendance de l'économie capitaliste mondiale à se centrer sur l'Asie et la Chine, en relation avec la crise du leadership étasunien et le parasitisme financier, mais elle a pour conséquence que l'on s'imagine, ou que l'on voudrait bien pouvoir s'imaginer, que ce nouveau « centrage » pourrait être un progrès. Chez Arrighi la peinture d'une Chine à l'eau de rose n'est pas la conséquence d'un excès de sympathie pour le régime chinois qui a par ailleurs ses agents, dont le discours est beaucoup plus grossier même quand il s'agit d'éminents philosophes occidentaux, mais elle résulte d'une sorte d'incompréhension ou plutôt de mise à l'écart de ce en quoi le capitalisme est un mode de *production*. Dès lors, il est évident que c'est la production capitaliste qui domine en Chine,

et qu'il n'y a pas ici une « bonne » accumulation « smithienne », non prédatrice, qui se conjuguerait avec une « mauvaise » accumulation, qu'Arrighi estime menacer la Chine -et faire d'elle, dans l'immédiat, une composante majeure de la catastrophe écologique mondiale.

Répetons-le, car les développements qui précèdent ont pu donner une impression contraire par leur longueur : l'illusion arrighienne porte sur le capitalisme, pas sur la Chine. Preuve en est par exemple le fait qu'il confère un signe positif à la croissance de type « toyotiste » inaugurée au Japon, mais aujourd'hui mondialisée, en la rattachant aux économies d'énergie de la « révolution industrielle » de l'Asie ancienne. Le moins que l'on puisse dire pourtant est que le monde de la production « toyotiste » généralisée et des ordinateurs n'a pas vu baisser sa consommation énergétique et ses rejets de gaz à effet de serre ...

Et malgré son désir de décerner des bons points à Hu Jintao et à son discours de plus en plus infléchi, peur sociale aidant, sur le thème de l' « harmonie », malgré sa volonté de croire que l'équipe de Hu Jintao et Wen Jiabao serait composée de gens moins capitalistes et moins prédateurs que la première génération des successeurs de Deng Xiaoping, les Jiang Zemin et Zhu Rongji des années 1990, G.Arrighi précise quelques lignes avant la fin de son grand livre :

« En un mot, parce qu'elle dépend trop de la tradition occidentale de développement [ce qui s'appelle le capitalisme !], forte consommatrice d'énergie, la rapide croissance économique de la Chine n'a pas encore pris le chemin du développement écologiquement durable. »

En effet. Et ceci vaudrait aussi pour le développement « socialement » durable, etc., et en général ceci vaut pour tout développement capitaliste durable : c'est une contradiction. Et c'est aux prolétaires de la lever. Non pas pour instaurer une croissance de marché autocentré, mais pour gérer démocratiquement les moyens de production et d'échange à l'échelle du monde. Et nous avons plus de raisons d'être optimistes que le très justement inquiet Giovanni Arrighi, car l'entrée dans le marché mondial capitaliste et la lutte des classes mondiale des centaines et des centaines de millions de prolétaires chinois et indiens donne le visage du communisme, mouvement réel de l'humanité pour son émancipation, du XXI^e siècle commencé.

Vincent Présemy, Moulins, décembre 2009.